

LA VOIX
de la
RÉSISTANCE

248

Mars 2008

COMITÉ D'ACTION DE LA RÉSISTANCE

45-47, rue Lacépède - 75005 PARIS - Tél. : 01 47 07 02 95 - Télécopie : 01 45 87 27 67

LE NOUVEAU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DE LA DÉFENSE

ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Jean-Marie Bockel



Jean-Marie Bockel est né le 22 juin 1950 à Strasbourg. Après des études de droit, il ouvre, en 1976, un cabinet d'avocat à Mulhouse. Parallèlement il entame une carrière politique. En 1974, il devient secrétaire des Jeunesses socialistes du Haut-Rhin. Il est alors proche du CERES de Jean-Pierre Chevènement. Il est élu député du Haut-Rhin à 30 ans en juin 1981. Il est réélu en 1986 et 1988.

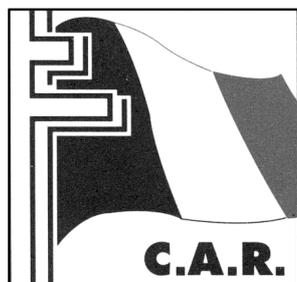
Entre 1984 et 1986, il est secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce dans le gouvernement de Laurent Fabius, puis est élu maire de Mulhouse en 1989, et sénateur du Haut-Rhin en 2004.

Après l'élection du président de la République Nicolas Sarkozy et la victoire de la droite aux élections législatives françaises de 2007, le 19 juin, il accepte, au nom de l'ouverture demandée par le président de la République, sa nomination en tant que secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie auprès du ministre des Affaires étrangères et des Affaires européennes du gouvernement Fillon. Exclu du PS, il déclare alors :

« Cela fait dix ans que j'œuvre, que je milite sans grand succès pour la modernisation du PS, pour y prôner en tout cas des idées davantage sociales-libérales, blairistes, des idées qui peut-être nous auraient permis d'ailleurs de gagner la présidentielle si on avait su davantage les défendre. »

Le 26 septembre 2007, il crée le parti Gauche Moderne, mouvement libéral de centre-gauche. Gauche Moderne s'allie avec la majorité présidentielle lors des élections municipales de 2008.

Depuis le 18 mars 2008, il est secrétaire d'État chargé de la Défense et des Anciens Combattants, auprès du ministre de la Défense.



LA VOIX DE LA RÉSISTANCE

Directeur de la Publication : Pierre MOREL

Rédacteur en chef : Claude DUCREUX

Secrétaire de rédaction : Mme Élie Jacques PICARD

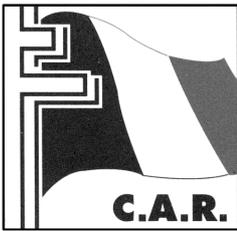
Maquette et composition : Christiane MONTADOR

N° de commission paritaire : 0310 A 07678

Sommaire N° 248

Mars 2008

ÉDITORIAL	3
IN MEMORIAM	
Jean Mattéoli	4
Pearl Cornioley	5
Guy Chassin de Kergommeaux.....	7
Roger Ducarre	8
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2007	
Compte rendu résumé	9
Message du Président de la République	10
Message de Monsieur Alain Marleix, Secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants	11
Allocution de Pierre Morel.....	12
Rapport moral	14
Rapport financier.....	16
Commission de contrôle des comptes	17
Cérémonie à la dalle des fusillés	19
PRIX LITTÉRAIRE DE LA RÉSISTANCE	
Introduction par le Président Pierre Morel.....	20
Message de Monsieur le Premier Ministre.....	21
Allocution du Président Yves Guéna	22
Réponse des lauréats	23
LA VOIX DU MERITE	
Boris de Gueyer	25
LA VOIX DE L'HISTOIRE	
Jacques Pâris de Bollardière, Compagnon de toutes les libérations.....	26
Le 1 ^{er} Régiment d'Infanterie	29
LA VOIX DE L'ACTUALITÉ	
Mémorial de l'internement et de la déportation – Camp de Royallieu.....	31
Inauguration d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Pierre Lévy.....	35
Nominations	38
LA VOIX DES ASSOCIATIONS	
AERI : projet de musée national de la Résistance en ligne	39
LA VOIX DES LIVRES	
Ouvrages reçus au CAR	42
LA VOIX DU POÈTE	
« Je trahirai demain » Marianne Cohn	44
« Oradour » Jean Tardieu	45



Avec trois mois de retard, notre Assemblée Générale 2007, suivie de la remise du Prix littéraire de la Résistance, s'est déroulée au Palais du Luxembourg avec une participation particulièrement nombreuse malgré nos quelques vingtaines d'années.

Je tiens avant tout à renouveler mes chaleureux remerciements à Monsieur Christian Poncelet, Président du Sénat et aux Services de la Questure qui nous accueilleront à nouveau le mercredi 15 octobre prochain.

Devant le non-respect répété de la vérité factuelle à laquelle, vous le savez, je suis très attaché, si nous voulons transmettre aux générations futures les idéaux et les valeurs pour lesquels nous avons combattu, devant l'attitude de responsables d'associations, devant certains problèmes, estimant que nous ne remplissons pas le rôle qui nous incombe impérativement, en particulier, en souvenir de ceux qui ne sont pas revenus et qui figurent sur nos monuments du souvenir, j'ai été amené à vous demander de mettre fin à mes fonctions de Président du C.A.R. et d'expédier les affaires courantes. Vous avez refusé, je ne peux que vous remercier de votre confiance, de votre amitié fraternelle.



Je vais continuer mais je ne reviendrai pas sur mes principes, mes convictions.

Le 19 février, dans mon intervention initiale, j'évoquais certains problèmes, signifiant que la liste n'était pas exhaustive. Après le film télévisé « *RESISTANCE* » qui occulte, malgré des observations faites lors de deux présentations avant diffusion, toute la période 1940-41 marquée par le général Cochet, Edmond Michelet, Pierre Fourcaut, Rémy, Joël Le Tac, Marie-Madeleine Fourcade, les Réseaux du BCRA, du SOE, nous avons eu droit à un film caricatural, « *rambolesque* » qui prétend être le reflet de l'action des femmes, agents du SPECIAL OPERATIONS EXECUTIVE « Les Femmes de l'Ombre ».

Il est regrettable de constater certaines réactions de Résistante qui n'ont jamais eu connaissance du SOE, encore moins de l'entraînement et de l'action menée par les femmes agents de la Section F. Espérons que les associations et les fondations réagissent à ce western commercial qui n'a rien à voir avec la vérité historique.

Contre les problèmes habituels et récurrents que j'ai évoqués lors de l'Assemblée Générale, le CAR se doit, dans l'immédiat d'être vigilant aux conséquences que pourraient avoir les conclusions de la commission présidée par Monsieur le professeur André Kaspi et l'édition du manuel d'histoire franco-allemand.

Un rapprochement entre associations, fondations, sur le premier point ne serait peut-être pas inutile.

Comme vous l'avez décidé, le CAR doit continuer, ce qui implique des rapports constants et efficaces avec la Fondation de la Résistance. Leur avenir est indissociablement lié. Ces deux représentations de la RESISTANCE doivent en assumer la pérennité. La fondation que le CAR aura rejointe, le moment venu, après en avoir fixé les modalités, prendra le relais.

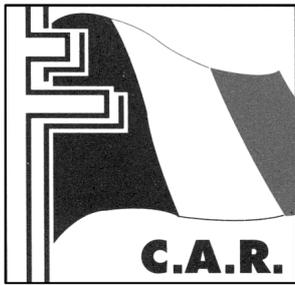
Vous avez manifesté également de voir commémorer de façon particulière, si possible marquante, le 60^e anniversaire du CAR. Ce souhait devra être étudié, très vite, les délais sont très courts, le mois d'octobre arrivera très rapidement. Le Bureau ne pourra se contenter de présence épisodique, il devra compter sur l'action efficace et efficiente de tous ses membres pour réaliser un tel projet.

Voilà ce que je voulais vous dire, mais il n'est pas nécessaire d'attendre une prochaine assemblée générale pour vous manifester ; bien au contraire, j'attends vos suggestions, j'en serai très heureux et vous en remercie.

Bien amicalement.

Pierre Morel

10 mars 2008



Jean MATTÉOLI



Jean Mattéoli est né en 1922 à Montchanin (Saône et Loire). Lors de l'invasion allemande de mai-juin 1940, il est étudiant en droit à Dijon et s'intéressera à la Résistance comme passeur vers la zone non occupée et fournisseur de faux papiers dans un mouvement proche du chanoine Kir. Il prendra des activités plus importantes à partir de novembre 1942 au moment des opérations d'Alger. Il sera membre du Réseau Navarre, s'occupant des renseignements et des opérations aériennes (région D) du BOA. Il sera arrêté en mai 1944 et déporté au camp de concentration de Neuengamme. Il sera libéré au camp de Bergen-Belsen par les Britanniques.

A son retour il est devenu Conseiller industriel, s'est marié en 1946 et aura six enfants.

D'abord chargé de mission au Cabinet du Commissaire de la République de la Région Bourgogne, puis à la commission d'occupation en Allemagne, se dirigeant vers le monde de l'entreprise, il sera directeur des relations extérieures aux houillères du Nord-Pas-de-Calais de 1953 à 1968, puis il deviendra, nommé par M. Georges Pompidou, Président des charbonnages de France où il restera de 1973 à 1979.

Homme d'ouverture et de dialogue, il sera Ministre du travail et de la participation du gouvernement de M. Raymond Barre (novembre 1979).

Il présidera le Conseil Économique et Social de 1987 à 1999, tant en effectuant des missions médiatrices comme à la SNCF lors des grèves contre le plan de M. Alain Juppé (1995) que la mission d'études sur la spoliation des Juifs de France (1997-2000).

Ce Résistant Déporté avait été mendésiste avant de rejoindre l'UNR en 1967, puis le RPR représentant l'ouverture d'un Gaullisme social.

Reconnu par ses camarades de Résistance, il a présidé la FNDIR, puis a été nommé Vice-président d'honneur du CAR et, à la demande du groupe des créateurs de la Fondation de la Résistance et notamment de M. Charles Verny et M. Jean-Pierre Lévy, il a été appelé à présider la Fondation de la Résistance en 1993. Il en deviendra le Président d'honneur en passant le témoin à M. Pierre Sudreau.

Jean Mattéoli était Grand Croix dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur. Il était en outre titulaire de la Croix de guerre 39-45 avec citations, Médaillé de la Résistance, décoré des Palmes Académiques.

Ses obsèques ont eu lieu à Saint-Louis des Invalides, avec les honneurs militaires. Un grand recueillement a marqué cette cérémonie notamment avec la prière de Saint Augustin et un chant corse donné par la famille autour du catafalque.

Claude Ducreux

Pearl CORNIOLEY



Pearl Witherington

Pearl Cornioley, née Witherington, Présidente d'Honneur de Libre Résistance, est décédée le dimanche 24 février, à Blois, où elle avait été hospitalisée.

Elle était née en 1914 (curieusement, la plupart des textes qui lui ont été consacrés dans de multiples ouvrages et publications la font naître deux ans plus tard...), avait connu, à Paris, une enfance heureuse mais dure et avait dû travailler très tôt, pour faire vivre une famille (elle était l'aînée de quatre filles) dont un père fantaisiste et dépensier ne pouvait assumer la charge. Et c'est elle aussi qui, en 1940, se débrouilla pour évacuer les siens de France et les amener, sains et saufs,

en Grande-Bretagne, où elle trouva un emploi au Ministère de l'Air, et où ses soeurs s'engagèrent, toutes trois, dans la W.A.A.F.

Décidée à retourner en France au plus tôt (elle ne supportait pas l'idée que Paris puisse être occupé par les Allemands), elle remua ciel et terre jusqu'à ce que, grâce à une amie qui travaillait au Foreign Office, elle soit reçue par le colonel Buckmaster et découvre la section F du S.O.E. Elle s'engagea immédiatement (c'était en juin 1943), et suivit, sous l'uniforme de la W.A.A.F., l'entraînement qui fit d'elle un agent (Marie/Wrestler). Affectée, comme «courier», au réseau Hector/Stationer que dirigeait Maurice Southgate (elle connaissait celui-ci depuis l'enfance et l'avait retrouvé à Londres en 1941), elle fut parachutée, après deux tentatives infructueuses, dans la nuit du 22 au 23 septembre 1943, arriva à Tendu, où elle fut accueillie par son chef et par le propriétaire d'une grosse ferme du coin, résistant très actif, M. Chantreine (qui fut arrêté en décembre et mourut en déportation).

Elle retrouva bientôt Henri Cornioley, alors son fiancé, qui, prisonnier de guerre évadé, avait rejoint la Résistance et dont elle avait espéré, un moment, qu'il pourrait la rejoindre en Grande-Bretagne et suivre, comme elle, la formation des Special Training Schools du S.O.E.. Pendant sept mois elle fut ainsi l'agent de liaison d'«Hector», mais déjà, peu de temps après son arrivée, Southgate ayant été rappelé à Londres pour consultation, elle dut prendre la charge du réseau avec le radio, le Mauricien Amédée Maingard (arrivé, lui, en avril 1943). Elle s'en tira fort bien (c'est pendant cette période que fut réalisée une opération contre les usines Michelin qui, si elle n'atteignit pas tous ses objectifs, provoqua quand même la destruction de près de 40 000 pneus) ; et c'est ainsi que, Southgate ayant été arrêté le 1er mai 1944, Londres décida immédiatement de partager simplement le réseau en deux et d'en confier le nord à Pearl (qui devenait chef du réseau Marie/Wrestler) et le sud (devenu réseau Samuel/Shipwright) à Maingard.

Pearl et Henri Cornioley s'installèrent dans la maison des gardiens du château des Souches, sur la commune de La Chapelle Montmartin, à la limite des départements du Loir-et-Cher et de l'Indre, en bordure de bois dans lesquels se trouvaient les maquis de la région. Et, dès le 6 juin, les opérations commencèrent : arbres abattus au travers des routes, lignes téléphoniques coupées... Mais les Allemands, qui ne tardèrent pas à localiser ceux qui les harcelaient ainsi, attaquèrent en force : les hommes durent se disperser ; et il fallut attendre la fin du mois et l'arrivée des premiers parachutages d'armes pour qu'enfin, mieux équipés, des détachements puissent organiser d'efficaces embuscades et s'en prendre, avec succès, aux convois routiers et au trafic ferroviaire de l'ennemi.

Promue Flight Officer le 1^{er} septembre 1944, Pearl Cornioley fut bientôt faite Membre de l'Ordre de l'Empire britannique (MBE), dans la division militaire, et reçut également Légion d'Honneur, Croix de Guerre et Médaille de la Résistance. Elle fut ultérieurement promue Officier de la Légion d'Honneur et, à l'occasion de la visite officielle qu'elle fit en France en 2004, S.M. la Reine Elizabeth l'éleva au grade de Commandeur de l'Ordre de l'Empire Britannique (CBE), dont elle lui remit personnellement les insignes. Enfin, en 2006, lui furent remises les « parachute wings », ces « ailes » - reconnaissance des sauts qu'elle avait faits en parachute - auxquelles elle tenait tant...

Revenue à la vie civile dès la fin des hostilités, et mariée à Henri Cornioley (à Londres, en octobre 1944), Pearl s'installa à Paris où, pendant 28 ans, elle travailla à la Banque Mondiale ; mais elle garda le contact avec « sa » région où, plus tard, elle se retira ; et l'on sait le rôle déterminant qu'elle joua dans la réalisation du Mémorial de la section F, le monument aux morts et à la gloire de nos réseaux qui s'élève au centre du magnifique emplacement qu'est le carrefour routier de la sortie nord de Valençay...

Nous nous y retrouvons, chaque année, le 6 mai - date anniversaire de l'arrivée, non loin de là, du premier agent parachuté en France par la section F (Georges Bégué, alias George Noble) - et nous nous y recueillons dans le souvenir de ceux de nos camarades qui sont tombés en opération ou sont morts dans les camps de concentration. Nous associons toujours à ce souvenir celui de ceux des nôtres qui, par la suite, nous ont quittés, emportés par l'âge ou par la maladie. Nous y aurons, désormais, une pensée spéciale pour elle, qui avait à coeur de nous y recevoir comme si nous venions lui rendre visite.

Nous n'oublierons pas la grande dame qu'elle était.

Marcel Jaurant-Singer

Intervention de Pierre Morel lors de la cérémonie de dépôt des cendres de Pearl Cornioley

Les Souches

41320 La chapelle Montmartin

07 mars 2008

Monsieur le Maire, Monsieur le Représentant de l'Ambassade de Grande Bretagne, Messieurs les Élus, Messieurs les Représentants des Associations d'Anciens Combattants, Chers amis Résistants, Mesdames, Messieurs,

Ton parcours vient d'être évoqué, tout n'a peut-être pas été dit sur l'action remarquable que tu as menée, Chère Pearl, Chère Pauline. J'ajouterai simplement quelques mots en mon nom personnel et pour tous les amis de la Fédération Nationale Libre Résistance, de l'Amicale des Réseaux Buckmaster.

Le 6 mai 2006, suite à un accident de parcours, j'étais absent à Valençay. Le 5 mai 2007, l'année dernière, quelle joie de te retrouver, malgré ton état de santé déjà inquiétant, au pied de ce Mémorial pour lequel tu as tant œuvré. J'ai su que tu t'étais engagée à être présente le 6 mai prochain, notre date rituelle. Comme tu vas nous manquer. Comme tu nous manques déjà. Cette cérémonie à Valençay est et restera liée à ton image. Elle continuera à rappeler un devoir de mémoire spécifique qui te tenait tant à coeur : la fraternité d'armes franco-britannique.

La Fédération Nationale Libre Résistance qui m'a permis de te rencontrer n'oubliera pas tout ce que tu lui as apporté, toujours présente pour rappeler l'existence des Réseaux Buck, la présence effective et efficace de leurs agents au sein de la Résistance, avec Henry, ton mari, Juliette Meyer, Michelle Simon, Odette Lyon, mes prédécesseurs à la présidence : Philippe de Vomecourt, Robert Lyon, Pierre Picard, Jean-Bernard Badaire, Jacques Poirier, tous aujourd'hui disparus.

Depuis ton départ de Paris, tes difficultés de déplacement t'empêchaient de participer à nos réunions de bureau et à nos déjeuners mensuels. Nous avons tenu alors à te nommer Président d'Honneur de Libre Résistance. Depuis deux jours, à l'affiche, un film caricatural, "rambolesque", *Les Femmes de l'Ombre* prétend rappeler l'Action des Femmes Agents du Spécial Opérations Exécutive ; toi PEARL, tu étais Agent du S.O.E., tu étais une femme de l'ombre qui s'est conduite comme une Grande Dame de l'Ombre. Par ton courage, ton abnégation, tu as donné quand il le fallait le meilleur de toi-même, pour que nous retrouvions « des lendemains qui chantent ». A une époque où l'on parle tant de devoir de mémoire, face à certaines résurgences, tu resteras le témoignage de ceux pour qui la Défense de la Liberté, « ce bien qui fait jouir des autres biens » écrivait Montaigne, n'a pas été un vain mot.

Va rejoindre Henri, les camarades de ton Réseau, tous nos Amis Buck qui nous ont quittés. Repose en paix. Nous ne t'oublierons jamais. Tu resteras un exemple !

Pearl Cornioley a donné son témoignage dans un ouvrage *Pauline* écrit en coopération avec Hervé Larroque et publié en 1996 par les Éditions *Par exemple* : elle y raconte sa vie, et sa guerre, pour « aider les plus jeunes à surmonter les problèmes » en leur enseignant qu' « il ne faut jamais désespérer et baisser les bras car (si la vie) ne fait pas de cadeau, ... elle sait reconnaître ceux qui l'affrontent avec conscience, courage et détermination ». Un exemple !

Guy CHASSIN de KERGOMMEAUX



Nous étions nombreux de la Résistance et du Barreau ce 14 décembre 2007, à Saint Pierre de Chaillot, pour accompagner Guy Chassin de Kergommeaux, qui fut très fidèle à l'une comme à l'autre de ces deux familles.

Il était d'ailleurs l'un des derniers survivants du CARJ (CAR judiciaire) branche du CAR réservé aux résistants du monde judiciaire. Ancien membre du Conseil de l'Ordre et Président d'honneur de la Caisse nationale des Barreaux français, il a honoré la profession d'avocat de son talent, de sa rigueur, de son savoir et de son dévouement à l'ordre.

A 90 ans, il pensait encore servir dans ce domaine comme dans celui où il s'était engagé en 1944 pour mener ses maquisards de Merry-Vaux d'Auxerre qui libérèrent jusqu'au site de Wörgl dans le Tyrol.

D'ailleurs, cet « infatigable » nous adressait le 30 octobre 2007 une remarquable publication réalisée sous l'égide de la Fondation du Maréchal Lattre : « *Ceux du maquis Déporté Merry-Vaux (Yonne)* ». (Voir la rubrique : *La voix des livres.*)

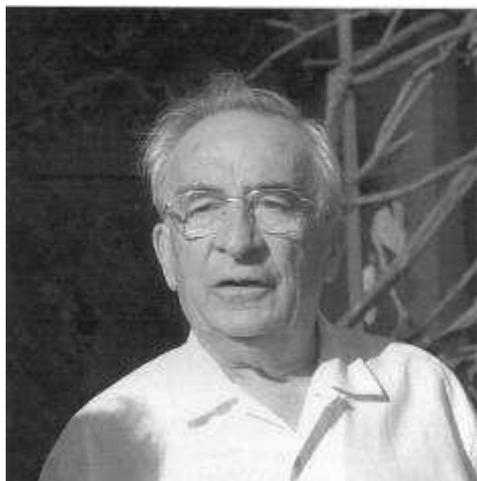
Au moment de la déclaration de guerre de septembre 1939, de Kergommeaux était étudiant à l'École libre des sciences Politiques et à la faculté de droit et il venait de terminer la Préparation militaire supérieure. Il pensait passer en Afrique du Nord mais dut y renoncer. Il se trouva en rapport avec le mouvement « Résistance » pour des parachutages et des interventions de SAS ; le maquis fut opérationnel et se vit choisi par les Alliés pour des opérations de diversion très utiles après les débarquements. Engagés ainsi, ceux de Kergommeaux allèrent jusqu'en Autriche.

Guy Chassin de Kergommeaux était Officier de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre national du Mérite, Croix de guerre 1939-1945, Médaille de la Résistance.

Claude Ducreux

Roger DUCARRE

1924-2007



Roger Ducarre nous a quittés le 16 novembre 2007. C'était un ami très cher et le mari de ma cousine germaine. Mais c'était aussi un grand Résistant.

Il avait commencé son activité dans la Résistance à la fin de l'année 1942. Il était alors étudiant en médecine et il diffusait, avec quelques camarades de faculté, le journal *Défense de la France*. Puis il s'est plus particulièrement consacré à la création de faux papiers d'identité, ô combien utiles pour ceux qui étaient passés à la clandestinité.

Plus tard, il fut contacté par des agents du réseau Vélite rattaché au Bureau Central de Renseignement et d'Action de Londres. Au début de février 1944, après l'arrestation de Raymond Croland et le départ de Pierre Piganiol, le Réseau changea de nom, devint Thermopyles et Roger Ducarre y fut chargé à plein temps d'assurer la fonction de chef d'un groupe de renseignements, en association avec un camarade de manière à assurer la continuité de l'action en cas où il arriverait un accident à l'un ou à l'autre. Il poursuivit cette activité jusqu'à la Libération.

Il reprit ensuite ses études, devint médecin, d'abord en Isère puis à Fontenay aux Roses, mais n'oublia pas ses camarades de Résistance. Il devint un membre actif de l'amicale des anciens du réseau Vélite-Thermopyles et accepta même d'y assumer la fonction de secrétaire général après qu'Annette Blosset, pour raison de santé, en eut démissionné.

Nous n'oublierons pas celui qui fut un ami très cher, un excellent médecin mais aussi un grand Résistant.

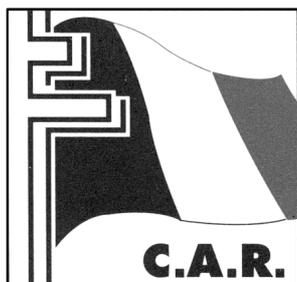
Philippe Wacrenier

François Moreno

Nous avons appris trop tardivement le décès de notre camarade pour en faire l'annonce dans le numéro précédent de *La Voix de la Résistance*.

Né en 1921, engagé volontaire à 18 ans en septembre 1939, il est canonnier télépointeur sur « Le Richelieu ». Il entre en résistance active en 1943. En temps que chef de maquis, il effectue différentes missions dans la région de Tréguier, participe aux combats de la Libération sur le front de Lorient, etc. Revenu à la vie civile, il entre dans la police en 1949. Ses obsèques ont eu lieu le 18 décembre 2007.

Ses engagements tant dans la Résistance que dans la police lui ont valu de nombreuses décorations. Nous présentons nos sincères condoléances à son épouse et à tous les membres de sa famille.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE 2006

Palais du Luxembourg, 15 février 2008

Compte rendu résumé

L'Assemblée générale du CAR sur l'examen de l'exercice 2006 s'est tenue au Palais du Luxembourg, salle Monnerville, le 19 février 2008, en raison du report dû à des grèves de novembre 2007.

Après le rappel des absences et l'évocation des disparus depuis la dernière assemblée, le Président Pierre Morel a ouvert les débats pour les orienter sur des préoccupations dues à l'actualité, ce qui demande des constats, des orientations et de la vigilance.

Il donne connaissance des messages du Président de la République et du Secrétaire d'État à la défense, chargé des Anciens Combattants.

Les rapports statutaires exposés par les responsables ont été ensuite approuvés en confirmation des décisions prises par le conseil d'administration conformément aux statuts. Les votes ont été acquis à l'unanimité.

La parole a été donnée à Madame Elise Picard qui a bien voulu assurer le rôle déterminant d'Élie Jacques Picard à la tête du groupe qui réalise *La Voix de la Résistance*. Elle indique notamment que dans le courant de l'année 2008 *La Voix de la Résistance* sera accessible en ligne sur le site Internet de la Fondation de la Résistance.

Il est également précisé que la prochaine assemblée générale suivie de la remise du Prix littéraire de la Résistance aura lieu le 15 octobre 2008 au Palais du Luxembourg.

Madame Laurence Thibaud expose ensuite les activités de l'AERI et notamment la mise en place d'un musée virtuel pour toutes les forces combattantes. Georges Caïtucoli estime que la France Libre devrait y participer mais que pour le moment le terme « *Résistance intérieure* » est limitatif. Il estime que cette initiative est nécessaire mais qu'il faut trouver un titre pour y inclure la France Libre avec ses importants moyens. Paul Steiner et Bouchet mettent en avant la *France Combattante* selon le titre retenu par le Général de Gaulle dans le décret 366 d'Alger, le 25 juillet 1942. Demalvilain et Poujade évoquent « *l'universalité de la Résistance* ».

Au moment où les débats touchent à leur fin, le Président Pierre Morel fait part à l'Assemblée de son souhait de renoncer à son mandat devant les désillusions et le non respect des vérités factuelles. Les participants à la tribune et dans la salle, aussi émus que Pierre Morel, interviennent pour lui demander de rester à la tête du CAR au-delà des simples affaires courantes. Cet élan spontané et sincère vers sa personne, son passé et son action touche Pierre Morel qui restera à son poste. Il convie la salle et les invités à partager le repas de l'amitié dans les salons d'honneur du Palais du Luxembourg. Il remercie les présents et leur rappelle qu'il y a eu une seule Résistance : celle du Général de Gaulle.

Claude Ducreux

MESSAGE DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mesdames, Messieurs,

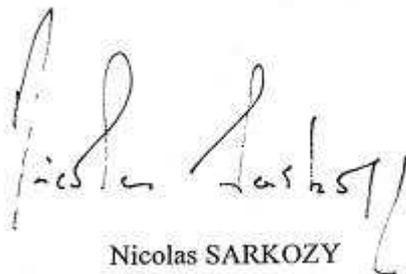
S'il ne m'est pas possible d'être parmi vous aujourd'hui, je suis heureux, à l'occasion de cette assemblée générale, qui marque le 60^{ème} anniversaire de votre association, de pouvoir vous adresser un message d'estime et de reconnaissance.

La reconnaissance pour ceux qui ont fait le choix de dire non à l'inacceptable, de transcender leurs différences, voire leurs divergences, pour lutter ensemble à la libération du pays.

Je le disais à l'occasion de la cérémonie des vœux, vous avez de fait incarnés l'honneur et la grandeur de la France pendant plus de 4 ans.

L'estime aussi pour votre action, la paix revenue, afin que les valeurs que vous avez défendues les armes à la main ne soient pas galvaudées ni oubliées et, qu'au contraire, l'esprit de la Résistance continue d'être insufflé aux générations futures, avec la modestie qui est la marque et qui fait la force des vrais héros que vous êtes.

A tous, j'adresse le salut fraternel de la Nation reconnaissante.



Nicolas SARKOZY

MESSAGE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX ANCIENS COMBATTANTS



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

*Le Secrétaire d'Etat à la Défense,
chargé des Anciens Combattants*

Message à l'adresse du Comité d'Action de la Résistance

Le mardi 19 février 2008

Je voudrais commencer ce message en adressant une pensée pleine d'affection et d'admiration pour Jean MATTEOLI, vice - président d'honneur, qui vient de nous quitter.

Jean MATTEOLI compte parmi ces personnalités qui ont fait de la France et de ses valeurs, plus qu'un idéal mais bien une réalité.

Vous voudrez bien tout d'abord excuser mon absence lors de votre assemblée générale mais la réserve électorale ne me permet pas de me joindre à vous à la date du 19 février prochain.

En 2008, le Comité d'Action de la Résistance célèbre ses 60 ans.

Je sais, au travers des valeurs que vous défendez, que c'est avec "la seule France, la vraie France, la France éternelle" que nous avons rendez-vous : celle du Général de Gaulle.

Après que l'État français a été englouti dans sa politique de compromis et de compromission, il a été celui qui a permis à la France d'être au rendez-vous avec son Histoire.

Combattants de l'intérieur, soldats de la France libre, au-delà de leur origine, de leur condition et de leur croyance, tous se sont engagés pour sacrifier leur propre existence pour la gloire et l'honneur de notre pays.

Jamais peut-être les mots "liberté, égalité, fraternité" n'avaient été aussi dramatiquement et sublimement incarnés.

Nous devons en effet beaucoup à ces figures héroïques, célèbres ou anonymes, qui n'avaient qu'une seule passion : la France.

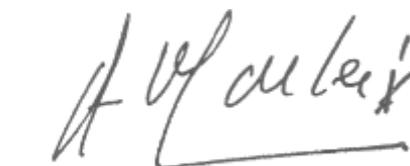
Je sais combien votre association est soucieuse de la défense de ces valeurs.

Soyez assurés que je ne le suis pas moins.

Les valeurs d'hier doivent en effet éclairer notre chemin aujourd'hui, et ce sont ces valeurs qu'il nous faut transmettre désormais à nos enfants et petits-enfants.

C'est à eux que nous devons nous adresser de toutes nos forces pour leur dire que la France n'est grande que lorsqu'elle reste fidèle à ses idéaux de justice, de tolérance et de dignité, et à ses principes républicains.

Soyons dignes, chaque jour, de leur courage, de leur humanité et de leur exemple.



Alain MARLEIX

Cette année a été particulièrement éprouvante, très dure, mon optimisme congénital a été soumis à rude épreuve. Depuis le mois de juin, j'ai commencé les réunions de bureau par une minute de silence. Néanmoins, un fait, une réalisation marquante a remonté le moral : l'édition des actes du colloque «*Les Résistants Déportés*», à laquelle Élie Jacques Picard et son épouse Elise ont tant donné, m'apportant un soutien de tous les instants. Je tiens, une fois de plus, à renouveler mes remerciements à Monsieur Hamlaoui Mekachera, ancien Ministre des Anciens Combattants, et aux services de la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des archives (DMPA).

Nous avons publié dans le numéro de septembre 2007 de notre journal des extraits des lettres en réponse à nos envois, de :

- Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République,
- Monsieur Christian Poncelet, Président du Sénat,
- Madame Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche,
- Monsieur Alain Marleix, Secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants,
- Madame Marie-Hélène Joly, adjoint au Directeur de la Mémoire, du patrimoine et des archives,
- Madame Odette Christienne adjoint à Monsieur le Maire de Paris,
- Monsieur le préfet Remy Enfrun, Directeur à l'ONAC,
- Monsieur le professeur José Aboulker.

Dans l'éditorial de ce même numéro, je vous demandais de nous faire-part de vos éventuelles critiques. N'ayant eu aucun écho, je suppose que vous vous êtes réservés pour notre Assemblée Générale. Cette Assemblée Générale qui est celle qui devait avoir lieu statutairement le 14 novembre 2007 est d'une importance particulière.

Comme je l'ai exprimé : une Assemblée Générale n'est pas faite pour entendre les sempiternels discours lyrico grandiloquents, un rapport moral relatant l'activité de l'année écoulée, un rapport financier, les approuver ou les désapprouver. Le CAR qui représente une partie extrêmement importante de la Résistance française, reconnue comme telle par les autorités de tutelle, se doit d'aborder les problèmes qui nous préoccupent. Vous, ses représentants, vous devez vous exprimer.

Les problèmes qui se posent à nous ne manquent pas. Certains se renouvellent, sans cesse, sous des formes différentes, nous rappelant notre devoir de vigilance permanente et notre obligation impérative d'intervention. Après les déclarations de Günther Grass, Prix Nobel, l'affaire Liepitz dans laquelle il a fallu que ce soit le CAR, qui entraîne la Fondation de la Résistance, nous ne pouvons passer sous silence :

- ❖ Les rencontres officielles de nazis en Estonie,
- ❖ Les rencontres officielles de révisionnistes en Iran,
- ❖ Le blockhaus de Normandie devenu siège d'agissements nazis dont nous a parlé Jacques Vico dans un article de *la Voix de la Résistance* en tirant les conclusions qui s'imposent,
- ❖ Le manuel d'histoire commun pour les lycées de France et d'Allemagne : «*L'Histoire, l'Europe et le Monde depuis 1945* » qui occulte les camps de concentration bien connus des Résistants. Merci Monsieur l'Ambassadeur Jacques Morizet, Président de l'UNDIVG, et Monsieur François Perrot, pour vos interventions.
- ❖ Comment certains historiens ou pseudo-historiens, voulant ignorer qu'il existe encore des survivants et peu soucieux de faire appel à leurs témoignages, font parfois, au travers d'émissions télévisées, une analyse particulière de cette période de l'Histoire que nous avons vécue (*Brasillach, analyse des sentiments d'un fusillé*).
- ❖ Certains articles de presse, relatant la parution d'ouvrages nouveaux, tel le dernier en date : «*Philippe PÉTAIN, Charles DE GAULLE et la France* » (Henri d'Humières - Édition Lettres du Monde). L'auteur, Monsieur Henri d'Humières, souligne l'action de Philippe Pétain au service de la France et des Français entre le 17 juin 1940 et le 20 août 1944 ! L'auteur parle également de ce qu'il appelle «les calomnies et

actions criminelles de Charles De Gaulle» du 22 juin 1940 à 1945, puis de «son double jeu qui le conduisit à livrer la province française d'Algérie aux terroristes du FLN». Dans la postface de cet ouvrage, est souligné le fait qu'un devoir de justice devrait imposer la réhabilitation du Maréchal Pétain, sauveur de la France, ainsi que le transfert de ses cendres à Douaumont au milieu de ses soldats de Verdun. Merci, Monsieur Yves Guéna, pour «*DE GAULLE 1890-1970*».

❖ En octobre dernier, Daniel Kessler proclamait : «*il faut défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance.*»

❖ Récemment, début février, à Amiens, 3 policiers, dans un pub, se sont signalés par des saluts nazis et des propos xénophobes, se réclamant d'un mouvement appelé WHITE POWER ; ils ont été mis en garde à vue.

❖ Le week-end dernier a été marqué par des manifestations racistes sur un de nos stades de football. Je l'avais dénoncé depuis fort longtemps.

Cette énumération n'est hélas pas exhaustive !!!

Bien que nous ne soyons pas pressés, qu'il n'y ait pas urgence, la marche inexorable du temps doit nous conduire, sans précipitation, à envisager l'avenir. Le CAR sera amené, dans un délai plus ou moins long, à rejoindre la Fondation de la Résistance qui a pour vocation de pérenniser les valeurs de cette RÉSISTANCE, d'être toujours prête à les défendre, donc d'agir pour éviter que des pans entiers de notre Histoire ne s'évanouissent. Il est donc normal de penser à ce passage de témoin mais aussi d'envisager et de savoir comment sera assuré le relais.

Être porteur d'un ADN d'ascendant Résistant ne confère pas un droit ou une priorité à assumer une responsabilité quelconque dans une Association ou une Fondation. Il est vrai que l'on voit arriver des candidatures alors qu'il n'y a pas encore eu de vacances de postes.

Par arrêté du 12 décembre 2007 (journal officiel, n°291, 15 décembre 2007) Monsieur Alain Marleix, Secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants, a confié à Monsieur André Kaspi, professeur émérite à l'université Paris 1 Sorbonne, la présidence de la commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques. Rappel : le Professeur André Kaspi a participé à notre colloque du 20 juin 2005. La commission et son président souhaitent, notamment, connaître votre opinion sur trois questions fondamentales :

- Quelles commémorations souhaitez-vous ?
- Comment voulez-vous que celles-ci soient organisées ?
- Et, enfin, à quel public vous adressez-vous ?

Dans la composition de la commission j'ai noté la présence de Monsieur le contrôleur Général Gérard Delbauffe, Président du Souvenir Français, je ne crois pas y voir une annonce prémonitoire, étant donné l'absence de représentants de Fondations, d'Associations de Résistants, de Déportés, d'Internés. Je sais bien qu'on leur demande leurs opinions, mais...

Le 6 novembre 1998, dans cette même salle, à l'occasion de l'Assemblée Générale, le bureau du CAR m'avait chargé de présenter un rapport sur les 50 ans du CAR. Ce rapport sert de référence auprès des autorités de tutelle.

2008 la date de notre Assemblée Générale Statutaire est déjà fixée, ce sera le mercredi 15 octobre dans ces mêmes lieux prestigieux. 2008 marque aussi le 60^e anniversaire de la création du CAR. Devons-nous nous contenter d'actualiser le rapport de 1998 ou devons-nous mettre un accent particulier sur cette nouvelle décennie ?

Voilà un certain nombre de questions, de problèmes que nous devons aborder auxquels nous devons, tous ensemble, apporter des réponses. Après les rapports rituels, il vous appartiendra de vous exprimer.

Je pense, je suis sûr que vous serez nombreux à intervenir.

Je vous remercie

1948-2007 et bientôt un anniversaire avec 2008 et le CAR reste fidèle aux idées et actions de son fondateur, le Général Cochet. Chateaubriand disait :

« *La mémoire est un combat contre le néant.* »

Les combattants engagés volontaires de 1940-1944 ont continué leur combat pour que s'écrive la mémoire, qu'il n'y ait aucun vide sur un grand pan de l'histoire, qu'il n'y ait aucun trou noir à la place du sacrifice et du courage de ceux partis sur l'autre rive et de nous-mêmes, les survivants. Cela doit aller au-delà même de ce que nous sommes et de ce que nous avons été. Paul Valéry dans son livre, déjà ancien, *Regards sur le monde actuel* écrivait : « L'histoire alimente l'Histoire ». L'Histoire est une leçon ; l'Histoire est la vie ; elle est les hommes d'hier, mais surtout ceux de demain.

Nous en avons été, en 2006, les gardiens mais surtout les transmetteurs. Il y a plusieurs façons de comprendre l'histoire. Les historiens étudient les événements vérifiables. Ils les traitent de façon quasi empirique car, selon les époques, les traces et les archives nous les ont communiqués de manières différentes. Le futur sera marqué par des vérifications reposant sur des bases électronisées avec des défauts et de nouvelles qualités.

Mais subsiste aussi la manière que l'on peut appeler « meta-historique » plus que purement historique, avec l'idée directrice que derrière les documents authentifiables se cache un sens voilé qui peut être interprété. L'Histoire est secrète par sa nature, elle trace souvent une ligne « décisive » par ce que certains appellent le secret défense, car elle véhicule des parties cachées proches du quasi-spirituel et qui se transmettent et constituent tout ou partie d'une tradition et notamment ce que Serge Ravanel et d'autres nomment : « Les valeurs. »

Certes, il y a des vérités non factuelles, ce qui en rend difficile la lecture. Cocteau dans le *Testament d'Orphée* citait : « Ces mensonges qui disent la vérité. » C'est en partie ce que Hugo désignait comme la « bande d'ombre ». Les différences linguistiques, disent les spécialistes, « abolissent la simultanéité ». L'unité du pensable est plus délicate à cerner.

Un exemple vécu récemment par le CAR et l'Éducation Nationale est le livre d'histoire franco-allemand qui a entraîné beaucoup de critiques car les sentiments y sont interprétatifs ou même dominant des vérités.

Le CAR a poursuivi son chemin sur les fondements du « vécu » faisant confiance aux siens pour léguer aux jeunes cette tranche de leur vie résistante, avec le contrôle interne existant entre nous, qui la plupart du temps peut constituer « l'unité du pensable » comme le dit un linguiste comme Hagège.

Plus que jamais, en 2006, nous sommes allés, malgré l'éclaircissement de nos rangs, dans les écoles, les lycées et les collèges. De nos récits réels et évocateurs, nos petits-enfants ont pu, d'eux-mêmes, tirer des leçons sur le « jamais plus » et, au plan positif, mettre en devenir le sens des valeurs de vie présentées.

Cela explique le compte-rendu d'activité communiqué à nos organismes de contrôle et qui énumère :

- Plus de 60 déplacements dans les lycées, collèges et même CM2 des écoles primaire à Paris, grande banlieue et province.
- Participations à des animations et à des présentations dans les réunions d'échanges et des colloques
- Présences participatives et éducatives à des cérémonies devant les monuments de mémoire, tel à Paris, au Père Lachaise, au Soldat Inconnu, à la dalle des Fusillés du jardin du Luxembourg ou, dans le même jardin, au monument des étudiants, à Valencay ou à La Ferté Saint Aubin.

Les pèlerinages dans les camps sont autant de rappels pour tous mais aussi, pour les générations montantes, le moyen de découvrir, par elles-mêmes, la barbarie et la négation qu'elles entraînent aujourd'hui.

Nos mises en oeuvre et nos participations sont soulignées dans le rapport d'activité. Elles sont toutes marquées de ce « culte du souvenir » né de la première guerre mondiale mais que la Résistance a développé comme une obligation politique et morale d'intervenir comme mémoire autour des disparus et de leurs actions. Il en sera beaucoup question en 2008 dans le cadre de ce qui a été le « serment de la Résistance », dans l'évocation du soixantième anniversaire de 2008 et que marqueront peut-être certaines retransmissions comme en 2006. Les actions anciennes ou nouvelles entreprises ont été menées à bien ainsi que le montre le rapport d'activité approuvé par le Conseil d'Administration conformément aux statuts et remis à nos autorités de tutelle.

Il s'agit de participation par :

- Interventions aux congrès des principales associations de Résistants,
- Études et publication des colloques, notamment de celui de la Déportation des Résistants,
- Des pèlerinages à Birkenau, à Dora, au Struthof,
- Des conférences, telles l' « *Esprit de Résistance* », dans différents domaines comme l'engagement, l'Europe,
- Série de visites avec les scolaires sur les lieux de mémoire,
- Travail en commun sur CD et DVD avec MER ou l'AERI,
- Cérémonies en Île de France, Ferté St Aubin, Valençay,
- Lectures de poèmes sur des sites évocateurs comme la dalle des Fusillés ou le Père Lachaise,
- Contributions à des travaux de mémoire à Paris et en province où nos camarades Bernard Bermond en Provence, Pierre Demalvilain en Bretagne ou Gilbert May en Alsace sont très actifs,
- Notre fidèle Porte-drapeau assure plus de 50 sorties dans l'année,
- Participation aux développements des valeurs chez les femmes dans les écoles, les collèges et les lycées, selon des actions mises en forme par Serge Ravanel et l'AERI,
- Distribution de CD Rom de l'AERI,
- Cérémonies des victoires sur l'Allemagne et le Japon, avec la menée à bien de nos activités constantes,
- Permanences plus importantes,
- Sortie des 4 numéros de *La Voix de la Résistance*,
- Préparation du Prix Littéraire de la Résistance avec l'aide du Président du Jury, Yves Guéna, et le soutien du Cabinet Militaire du Premier Ministre.
- Participation de la Résistance à la Commission Nationale des Droits de l'Homme selon des directives de Jean-Pierre Bloch. Le Cabinet du Premier Ministre a considéré que ce domaine devrait être renforcé en désignant, auprès de notre délégué permanent Claude Ducreux, Denise Vernay au sein de cet organisme national important.
- Nos relations avec les autorités, Ministre délégué, Élysée, Cabinet civil et militaire du Premier Ministre ont été poursuivies, dans le meilleur esprit et dans le sens d'une mémoire à développer car toujours en danger,

Ces soutiens obtenus aident à notre devoir de vigilance ; la Résistance reste encore, alors que s'annonce le 60^e anniversaire du CAR, soumise à des critiques. On revient sans cesse sur des points

particuliers, on se heurte à des relents de vichysme, à des revendications, des diatribes sans parler des négationnistes de la Shoah.

Récemment, lors d'un sondage, un lecteur signant Olivier écrivait : « Si nous n'avons que la Résistance comme référence, cela veut peut-être dire que nous n'avons plus de références fondatrices. » Serait-ce que nos valeurs sont isolées, insuffisantes ou qu'au-delà de celles que nous avons incarnées, il n'y a aucun développement de valeurs nouvelles par l'exemple ou la nécessaire modernité ?

Nos valeurs reposent sur des constantes qui sont celles de la France. Quelquefois elles s'estompent ou se relâchent selon des données du temps, de l'économie, de l'histoire. Puis elles se réveillent comme la jeunesse de France en 1940. Notre camarade Paul Steiner citait récemment Bernanos qui disait à cette jeunesse « Vous êtes le dernier risque et le dernier honneur. » Ils ont d'ailleurs été les fondateurs, à l'époque sombre de 1943, des groupes comme Guynemer, Richelieu, Lyautey, c'est-à-dire des incarnations de ces valeurs qui furent illustrées ensuite par Jean Moulin, Médéric, Brossolette et de nombreux autres ainsi que par les moins connus, les modestes P1 ou P2, par ceux de l'autre rive qui nous ont laissé des lettres émouvantes comme les lycéens de Buffon ou pire ceux qui voulaient écrire leur dernier cri ou leur dernier amour et ne l'ont pas pu.

Ces valeurs là sont celles de la France.

Pour les garder, il faut être vigilant. Pour les garder utilement, il faut les transmettre. Ce sont là nos obligations. Nous le devons à ceux d'hier mais aussi à ceux de demain afin que ceux d'hier ne nous reprochent rien.

C'est à ces constantes que, comme le voulait, le 30 octobre 1943, le Général De Gaulle, « la Résistance a pu être l'espérance nationale » par l'épée et par la pensée ; ce sont encore là les salves de nos coeurs pour un avenir de Paix et de Vérité, qui, au nom de la mémoire, nous laisse assez de lumière pour faire vivre et aimer ceux de la rive opposée.

Claude Ducreux

RAPPORT FINANCIER EXERCICE 2006

Il m'a appartenu de présenter au bureau de mars 2007, conformément à l'article XV des statuts, les comptes du CAR pour l'exercice 2006 pour répondre à la nécessité d'être en mesure de justifier les demandes de subventions qui ont dues être déposées auprès des autorités compétentes dès le premier trimestre 2007. Mais comme l'an dernier, la courtoisie impose que l'assemblée générale de ce jour en reçoive les éléments pour son information et que, bien sûr, je vous apporte toute information que vous souhaiteriez recevoir.

Une première information : le résultat de l'exercice 2006 a permis de déposer, en réserves affectées, 10 000 € pour permettre la couverture du coût de publication des actes du colloque que le CAR a généré et mis en œuvre en juin 2005 sur le thème, pour nous évident, de la déportation des Résistants.

Un premier constat : le montant des subventions perçues en 2006 ne comprend plus la somme de 7 200 € qui avait été accordée, en 2005, par le Ministère de la Défense pour participer à l'organisation d'un colloque *Résistance et Neutralité* formé avec le concours actif du Secrétaire Général du CAR : Claude Ducreux.

Pour 2006, le Ministre Délégué aux Anciens Combattants a accordé **8 000 €** au lieu de 7 000 € et la Ville de Paris : **4 369 €** au lieu de 4 263 €. Le Premier Ministre a, lui, maintenu la subvention de **30 000 €** précédemment allouée.

La différence est plus sensible sur les autres produits qui, eux, proviennent de nos adhérents. L'ensemble passe de 13 701,41 € en 2005 à **11 621 €** en 2006, avec ce constat que les versements des Groupements diminuent un peu alors que celui des adhérents individuels augmente, que le montant reçu des participants aux repas qui suivent nos réunions est en baisse sensible, de même que celui des versements pour abonnements à notre publication *La Voix de la Résistance*. Mais, une compensation nous vient par des autres produits, libéralités exceptionnelles et produits financiers, qui atteignent le total de **8 674,43 €**.

En charges, le montant utilisé pour nos actions de Mémoire et du Souvenir n'est plus que de **26 021,79 €** au lieu de 35 831,15 € en 2005, à cause de la suppression des frais du colloque de 2005, tandis que celui des charges de fonctionnement diminue de 27 611,75 € à **23 933,89 €**.

En résumé, en incluant, le bureau ayant donné son accord, la provision, pour les charges à venir de publication des actes de notre colloque, le montant des produits s'élève à **62 664,43 €** et celui des charges à **59 955,68 €** ce qui nous donne un excédent de produits de **2 708,75 €**. Ce résultat, bien entendu, viendra améliorer nos réserves.

Le bilan enregistre ce résultat et il atteint, ainsi, **170 921,17 €** dont 113 642,96 € en placements, 50 177,61 € en liquidités et un reliquat de 7 100,60 € en matériel non amorti. Situation saine, vous le constatez, qui nous a permis au bureau de faire entreprendre toutes les actions de Mémoire et du Souvenir qui entrent dans les objectifs qui sont notre raison d'être.

Je remercie personnellement les membres de la commission de contrôle pour avoir bien voulu se plier aux impératifs de date que je leur ai imposés.

Et je suis prêt à répondre à toutes vos questions.

Jean Monnet
Trésorier Général

RAPPORT DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES.

Dès la clôture des comptes de l'exercice 2006, le Trésorier Général du CAR a demandé à la Commission de contrôle de procéder à ses opérations de vérification obligatoires.

Elle s'est donc réunie le 22 janvier 2007 et elle a procédé à toutes les investigations qui rentrent dans ses obligations.

Elle a constaté que toutes les opérations comptables étaient correctement enregistrées selon le plan comptable en vigueur pour les associations et que chaque mouvement de fonds était appuyé, tant en produits qu'en charges, par une pièce justificative classée après numérotation. Elle a vérifié que les mouvements effectués pour la bonne gestion des avoirs du CAR étaient justifiés et correctement enregistrés.

Elle s'est réunie, à nouveau, le 7 novembre 2007, pour procéder à une vérification complémentaire de l'ensemble des opérations de clôture de l'exercice 2006.

Ainsi que vient de vous l'indiquer le Trésorier Général, comme il l'avait indiqué au bureau le 14 février 2007, le compte de résultat de l'exercice 2006 est clos en excédent de **2 708,75 €** auquel il faut ajouter une provision de 10 000 € pour les travaux d'édition et de routage des actes du colloque de juin 2005.

Le bilan se trouve ainsi porté, au 31 décembre 2006, à **170 921,17 €**.

Au vu de ses premiers constats la Commission a donc proposé au bureau d'approuver le rapport financier présenté par le Trésorier Général et de lui donner quitus de sa gestion pour l'exercice 2006.

La Commission a profité de sa dernière réunion pour constater que la provision de **10 000 €** constituée pour couvrir les frais de publication et de routage des actes du colloque de juin 2005 avait été suffisante puisque la facture s'est élevée à **9 313,25 €**.

Le Président

Le Rapporteur



Jean Reigneau

André Deudon



*À la tribune, lors de l'assemblée générale, de gauche à droite :
Georges Caïtucoli, Pierre Morel, Claude Ducreux, Jean Monnet*

CÉRÉMONIE À LA DALLE DES FUSILLÉS



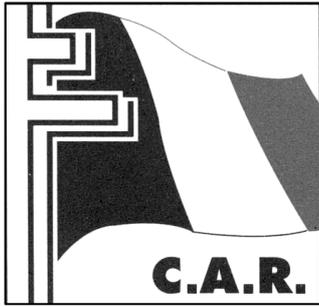
En présence d'une nombreuse assistance, sous les arbres du Luxembourg, après l'Assemblée Générale du matin, comme chaque année, hommage est rendu aux 7 compagnons fusillés dans ce jardin. Autour de la dalle qui garde la mémoire du lieu de leur assassinat, sont rassemblés membres du CAR et promeneurs.

Assistaient à la cérémonie le Général Kapfer, commandant le Palais du Luxembourg, des représentants du service du protocole et des huissiers du Sénat. Précédant la sonnerie "Aux Morts", Mesdames Jacqueline Leitman, internée, Denise Vernay et Geneviève Mathieu déportées, puis Messieurs Bernard Bermont, Pierre Morel, Président du CAR et François Perrot, Président de l'UNADIF déposent les gerbes du souvenir (*photos ci-dessous*).



Comme à l'accoutumée des poèmes ont rappelé à l'assistance les lettres de nos camarades et les drames vécus. Mademoiselle Lisa Lalou, élève du collège Octave Gréard a ainsi récité le poème de Marianne Cohn (qui devait être fusillée) *Je trahirai demain* (p. 43) où elle signifie son refus de parler afin de sauvegarder ses camarades. De son côté, Monsieur Dominique Fernandez, du théâtre de l'Equinoxe, a su faire résonner les vers de Jean Tardieu (p. 44) évoquant la tragédie d'Oradour. (*Photos ci-dessous*)





PRIX LITTÉRAIRE DE LA RÉSISTANCE

INTRODUCTION PAR LE PRÉSIDENT DU CAR

Rassurez-vous simplement quelques mots !

Permettez-moi de vous remercier de vous voir toujours aussi nombreux à la remise du Prix Littéraire de la Résistance, créé par le Comité d'Action de la Résistance. Prix auquel nous sommes tant attachés et qui est une manifestation du devoir de mémoire qui nous incombe.

Ce Prix, décerné en 2007, aurait dû être remis aux lauréats, le 14 novembre dernier, à l'issue d'une Assemblée Générale que nous fûmes dans l'obligation d'annuler, les délégués du CAR, malgré leur éternelle jeunesse et leurs qualités sportives évidentes, ne sachant pas se déplacer en roller ou en trottinette.

Conformément à nos statuts, notre prochaine Assemblée Générale, qui sera suivie de l'attribution du Prix Littéraire 2008, est fixée au mercredi 15 octobre, dans ces mêmes lieux prestigieux que Monsieur Christian Poncelet, Président du Sénat, a bien voulu, à nouveau, mettre à notre disposition. Qu'il en soit chaleureusement remercié !

Cette année 2008 revêt un caractère particulier, c'est le soixantième anniversaire du Comité d'Action de la Résistance : le CAR à 60 ans.

Dans quelques instants, Monsieur le Commissaire Colonel Thierry-Marc Pineaud du Cabinet Militaire de Monsieur le Premier Ministre, va vous faire part du message de Monsieur François Fillon. Je vais lui demander d'être notre interprète auprès de Monsieur Fillon pour lui dire combien nous lui sommes reconnaissants de l'intérêt et du soutien qu'il porte au Comité d'Action de la Résistance, et de lui exprimer toute notre gratitude et nos remerciements.

Je voudrais pour terminer évoquer le souvenir de deux amis qui ont beaucoup donné pour ce Prix Littéraire :

Marie-Claire Scamaroni et Élie Jacques Picard.

Que soient remerciés :

Monsieur le Président du jury, Yves Guéna,
Madame la Secrétaire Générale, Denise Vernay,
Les membres du jury,
Madame la Secrétaire administrative, Yvette Paulin.

Nous leur devons la pérennité de ce prix.

Charles Verny, un de nos prédécesseurs à la Présidence du CAR, dans son compte rendu de mandat en 1994, écrivait :

« Ce Prix est moralement important et donc il convient de prévoir sa continuité même lorsque le CAR aura disparu. »

Pierre Morel

MESSAGE DE MONSIEUR FRANÇOIS FILLON, PREMIER MINISTRE

Paris, le 24 OCT. 2007

✎ Prix littéraire de la Résistance 2007 ✎

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,

La remise du Prix Littéraire de la Résistance est une cérémonie à laquelle je suis particulièrement attaché. Cette manifestation distingue chaque année des auteurs qui servent avec talent les valeurs de la Résistance. Cette fois encore, votre jury a retenu une œuvre à laquelle j'ai plaisir à rendre hommage.

Vous avez choisi de récompenser aujourd'hui les deux auteurs d'un ouvrage consacré à une page injustement méconnue de l'histoire : la part prise par les Républicains espagnols à la lutte contre l'occupant.

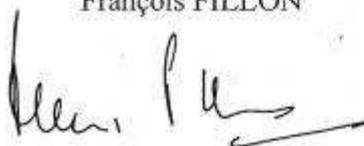
En décernant le Prix littéraire de la Résistance à Madame OLIVARES-SALOU et à Monsieur Michel REYNAUD, le Comité d'Action de la Résistance manifeste sa vitalité, sa curiosité intellectuelle et son application constante à encourager la recherche de la vérité sur cette période tragique.

Sa mission contribue puissamment à transmettre les valeurs héritées des combats menés pour la liberté : des valeurs de justice, de courage, de dignité humaine et de foi en l'avenir, qui doivent demeurer des repères essentiels pour notre Nation et pour sa jeunesse.

Je veux vous assurer de mon entier soutien dans cette œuvre généreuse au service de la République. A vos côtés, j'entends conduire une politique de mémoire digne des idéaux que vous incarnez.

J'adresse mes plus chaleureuses félicitations aux lauréats et mon plus fidèle et amical soutien au Comité d'Action de la Résistance.

François FILLON



ALLOCUTION DE MONSIEUR YVES GUÉNA, PRÉSIDENT DU JURY

Les premiers ouvrages sur la Résistance ont été, tout naturellement, le fait des acteurs et des témoins immédiats. C'est une source qui, par la force des choses, se tarit. Il est vrai que nous recevons encore ce que nous pourrions dénommer « Journal de marche » d'un maquis ou d'un département. Il s'agit de documents intéressants, mais qui ne peuvent être retenus comme ouvrages littéraires.

Les historiens se sont très tôt manifestés. La difficulté pour eux fut d'abord d'écrire l'histoire en un domaine où les sources écrites étaient limitées. Il y eut donc débat à ce sujet et après quelques années où se dévoilèrent de nouvelles sources, une deuxième vague - ou une deuxième école d'historiens - se manifesta. Nous avons, en 2005, donné le prix à l'ouvrage d'un historien « *La Résistance vue par les historiens* » qui retraçait cette évolution.

Voici que pointe désormais le temps des romanciers. Nous avons reçu deux ouvrages sous des signatures de haut niveau, Marc Lévy et Robert Sabatier, présentant assurément de l'intérêt.



De gauche à droite : Michel Raynaud, Pierre Morel, Yves Guéna, Véronique Olivares Salou

Mais nous avons retenu, avec un large accord, un ouvrage dû à ce que je nommerai « les vigiles de la mémoire », qui n'ont été ni acteurs, ni témoins, car d'une génération postérieure, mais imprégnés de ce sujet de la Résistance. Sur la Résistance des républicains espagnols avec *Le roman des Glières*, nous avons couronné l'ouvrage de deux auteurs, Véronique Olivares Salou, fille d'un républicain espagnol, et Michel Raynaud qui, bien que né lui aussi après la guerre, n'a cessé, avec les Éditions Tiresias qu'il a créées, de se consacrer à ce thème.

L'ouvrage est assurément de qualité, comme le souligne, dans l'introduction, Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Il y a de plus, sur cet épisode, matière à émotion et rappel d'un événement prenant.

Oui, les républicains espagnols ont été présents dans nos rangs. Dans les maquis, mais aussi dans les Forces Françaises libres, à la 13^e demi-brigade de Légion étrangère ralliée, dès le 1^{er} juillet 1940 à de Gaulle ; et avec le capitaine Dronne et la 9^e compagnie du Régiment du Tchad, ce sont des Espagnols qui sont entrés les premiers dans Paris à la Libération.

Le combat des républicains espagnols est de plus émouvant au moins à deux titres. Voilà des hommes qui se sont battus, héroïquement, pendant trois ans pour la liberté. Lorsque la guerre d'Espagne se termine, en 1939, fuyant le fascisme, ils passent en France (où ils ne sont d'ailleurs pas chaleureusement accueillis). Et un an plus tard, avec la défaite de nos armées, les voici de nouveau face au fascisme. Quelle épreuve!

Ils vont donc, lorsque l'occasion se présentera, prendre les armes et participer au combat contre l'ennemi et le nazisme, mais aussi pour la patrie française. Ces républicains espagnols sont Français par le sang versé.

Cela valait bien un hommage, ce livre, et une consécration, le prix littéraire de la Résistance.

Intervention de Madame Véronique Olivares Salou

Je voudrais remercier tout d'abord Monsieur Yves Guéna, président du jury du prix, Madame la secrétaire générale, mesdames et messieurs les membres du jury, d'avoir fait ce choix sur un ouvrage qui traite du courage des républicains espagnols et de leur combat pour la France.

Je voudrais remercier aussi Monsieur Miguel Vera, fils du commandant Vera des Glières, sans lequel cette histoire serait encore enfouie sous le silence des archives et qui sa vie durant porta la mémoire de son père et de ses compagnons. Je voudrais remercier le général Bachelet, président de l'association des Glières, pour son extrême gentillesse, son accueil dès le premier jour de notre aventure, sa patience, et son rôle intelligent de « casque bleu » aux moments de tensions les plus vives, insistant pour que jamais ne se perde de vue l'objectif de faire exister, par cet ouvrage, l'histoire, indispensable complément de l'épopée des Glières.

Je voudrais également remercier Monsieur Jean-Louis Crémieux-Brilhac pour sa patience, ses conseils précieux qui ont donné à cet ouvrage le ton juste que vous lui avez reconnu par l'attribution de ce prix, et également, pour le beau cadeau qu'il nous a offert par son avant-propos.

Je suis très heureuse d'être devant vous ce jour et, avec moi, le peuple des exilés républicains espagnols. Ils n'avaient plus de patrie, ils ont gardé assez d'idéal et d'utopies pour se battre contre le fascisme et pour la liberté de leur nouvelle patrie, malgré l'accueil plutôt « xénophobe » qu'ils ont subi.

Ils sont montés aux maquis sur tout le territoire français et notamment au plateau des Glières où ils ont combattu avec courage, insufflant à leurs compagnons français la force et la détermination acquise par leur expérience de trois ans de guerre civile.

Je voudrais enfin, et surtout, remercier les Éditions Tirésias et leur fondateur, mon co-auteur Monsieur Michel Reynaud. Sans lui rien n'aurait été possible : son combat est celui des oubliés de l'histoire, mais c'est aussi un écrivain de la mémoire hors pair qui jamais ne se départit de son objectif têtue : sortir de l'ombre ceux qui ont combattu dans le silence.

Il est de coutume de reconnaître à ce peuple une exubérante folie, qui le pousse à des actes de bravoure et de témérité. Tous les témoignages de résistance l'affirment : les républicains espagnols se nourrissent d'utopie et, grâce à elle, se tiennent debout dans la tourmente, ils ramassent, sur leur chemin, tous ceux qui leur ressemblent. Alors nous pouvons considérer qu'ils ont adopté Michel Reynaud comme un des leurs, pour la folie de son combat de mémoire, pour les avoir ainsi portés et sortis de l'oubli, pour avoir avec eux gravi les marches de cette reconnaissance qui les amènent aujourd'hui à votre porte.

Merci, en leur nom, de leur permettre d'entrer dans l'Histoire de la Résistance par la grande porte, celle que vous-même, Mesdames et Messieurs du jury, avez ouverte avec votre glorieux passé de résistant(e)s.

Intervention de Monsieur Michel Reynaud

Merci, Monsieur le Président, merci Mesdames et Messieurs du jury de ce prix. Je suis heureux et fier d'être devant vous, aujourd'hui, pour cet ouvrage que j'ai eu tant à cœur à écrire et à réaliser avec Véronique Olivares. Et je voudrais ici encore et toujours avoir une pensée d'admiration et de forte sympathie pour Monsieur Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Vous ne devez pas ignorer, vous qui connaissez mes éditions, mon combat pour qu'émergent enfin « ces oubliés de l'histoire » et notamment ces diables

d'Espagnols républicains, sans lesquels la résistance au nazisme sous ses diverses formes n'aurait jamais été aussi forte, efficace et essentielle.

Si nombre de livres ont été écrits sur l'histoire de cette terre « Haute Savoyarde », peu évoquent leur épopée, mais, jusqu'à ce jour, aucun ne leur a été entièrement consacré, alors qu'ils ont joué un rôle important, notamment par la détermination de leur engagement et par les relations qu'ils ont su générer et entretenir avec leurs compagnons français pour lesquels ils étaient des modèles de courage et d'organisation. Nul ne peut aujourd'hui évoquer la figure héroïque de Tom Morel sans faire référence à ces combattants espagnols. Il aura fallu plus d'une soixantaine d'années pour que le monde et le peuple français sachent que ce sont ces « desterrados » (exilés) qui sont entrés les premiers dans Paris, en ce 24 août 1944, eux qui furent les premiers à être déportés du territoire français (Angoulême), le 20 août 1940, pour le camp de la mort de Mauthausen, eux encore parmi les premiers en Haute-Savoie à organiser les maquis.

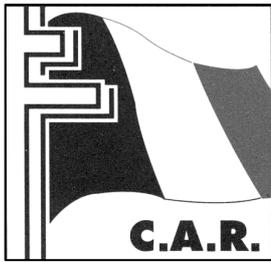
Je suis fier que ces femmes et ces hommes que je considère comme mes frères (et je ne me trompe pas, puisque ici, devant vous, j'apprends de la bouche de Véronique qu'ils m'ont adopté comme un des leurs), soient enfin honorés, eux qui n'ont pas hésité à désigner leur ennemi et à verser leur sang pour que la France demeure libre et une République démocratique. Peu leur a importé l'accueil souvent hostile qu'ils ont essuyé, ils connaissaient mieux que tous le fascisme, et se sont mobilisés contre. Nous leur devons des excuses et des remerciements à plus d'un titre, car non contents de les avoir mal accueillis, nous avons utilisé leur expérience et leur idéal, pour notre liberté, puis nous leur avons laissé subir leur calvaire jusqu'à la lie, avec 40 ans de franquisme. Ce qui signifiera simplement et terriblement que beaucoup ne reverront jamais leur terre patrie et mère.

Je voulais vous remercier Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président, Madame la Secrétaire (pour laquelle je suis loin d'être un inconnu, mais plutôt un marcheur obstiné et parfois indiscipliné). Je suis honoré et ému que votre choix ait été de reconnaître le long parcours qui fut mien dans le silence médiatique, pour que les Mémoires des petites gens, les besogneux de la lutte ne s'éteignent pas à jamais avec eux. Qu'ici, parmi vous, brillent leur flamme et leur héroïque lutte.



Une vue du public assistant à la remise du prix dans les salons de Boffrand du Sénat

*Les photographies de cette journée sont de notre ami **Jean-Pierre Thomas***



Boris de GUEYER

Boris de Gueyer est né à Nice en 1924. Lycéen au Parc Impérial en 1940, il forme avec quatre camarades un petit groupe dès 1941 pour tenter de contrer les tendances vichystes ambiantes. Très vite ce groupe est pris en mains par le frère aîné de l'un d'entre eux -le sous-lieutenant Kiefer- membre de Combat qui les emploie à la distribution de tracts du mouvement.

Désirant accomplir des actions plus directes contre les Allemands, il entre en relation avec le réseau Alliance-Druides qui lui confie des missions de renseignements sur les troupes allemandes et l'envoi dans un premier maquis en mars 1944. Ce maquis fut dissous après l'arrestation du chef du réseau Georges Baldo ; ce dernier fut massacré par les Allemands avec un groupe de jeunes résistants à Saint Julien du Verdon.



Début juin, il rejoint le maquis de Beuil (A.M.) dépendant de l'O.R.A. commandé par le Capitaine de Lestang Labrousse, alias Rodolphe, et participe à toutes les opérations jusqu'à la libération de Nice. En septembre 1944, il s'engage dans les bataillons F.F.I. (Estere 19) et participe à la campagne d'hiver 1944/1945 le long de la frontière italienne.

Rendu à la vie civile, il fait carrière d'abord dans le tourisme à l'American Express, puis, à Paris, à la Compagnie Italienne de Tourisme. En 1952 il entre à la Pan American où il restera jusqu'en 1975. Cette dernière ne desservant plus la France, il est engagé par la compagnie brésilienne Varig comme chef des ventes où il finira sa carrière en 1985.

En 1980 il adhère à l'association des anciens de l'O.R.A., fait partie de son conseil d'administration et en assure le secrétariat. L'association ayant pour principale activité les recherches historiques, il publie une étude sur l'action de l'O.R.A. dans la Région R2 - Provence Côte d'Azur - préfacée par le Général Lécuyer.

Notre ami Boris de Gueyer, membre du Bureau du CAR, vient de se voir attribuer le grade de Chevalier dans l'Ordre National du Mérite. Nous lui adressons nos chaleureuses félicitations.

Gilbert MAY

Notre vice-président et ami Gilbert May, lui aussi honoré par la dernière promotion, fera l'objet d'une évocation dans la rubrique *La voix du Mérite* du prochain numéro de « La Voix de la Résistance. »

Nous vous prions, et nous le prions, de nous excuser de ce retard.



Jacques Pâris de Bollardière, Compagnon de toutes les libérations

Le 29 novembre 2007, Bertrand Delanoë, Maire de Paris, a inauguré, à la croisée des avenues de Suffren et La Motte Picquet, le "Carrefour Général Jacques Pâris de Bollardière Compagnon de la Libération". Hommage de la capitale est ainsi rendu à celui qui fut condamné à 60 jours de forteresse pour avoir osé dénoncer la torture durant la guerre d'Algérie. Par une heureuse coïncidence, cette reconnaissance s'accroche au centième anniversaire de sa naissance le 16 décembre 1907 à Châteaubriant.

Fils d'un officier compagnon d'armes de Lyautey, Jacques de Bollardière entre au Prytanée de La Flèche en 1924 puis à St Cyr en 1927 après des études secondaires à Redon. Contestataire et indiscipliné, il sort de St Cyr le 1^{er} août 1930 avec le grade de sergent. En octobre 1930 il est nommé sous-lieutenant et affecté pour 3 ans à Bastia. En 1935, las de la monotonie de la vie de garnison, il s'engage dans la Légion étrangère puis passe 4 années au Maroc. Durant la dizaine d'années avant-guerre, il se demande comment il n'a pas quitté l'armée tant il estime se trouver dans un milieu où il ne se trouve vraiment pas à sa place.

La déclaration de guerre en 1939 va le conduire à se porter volontaire pour la Norvège. Avec la Légion étrangère et les Chasseurs alpins il participe à la Bataille de Narvik. Son capitaine est tué au combat. De Bollardière est promu "Capitaine au feu" le 1^{er} avril 1940. Il rentre à Brest le 13 juin 1940 à bord d'un bateau polonais. Son chef l'envoie en Bretagne avec mission de regarder comment initier une résistance. Mais la Bretagne est sous l'omniprésence allemande. Atterré par la débâcle de l'Armée française et le défaitisme, il décide de partir pour Londres avec la ferme intention de s'engager comme 2^e classe dans l'armée britannique : il s'évade. Le 15 juin, il embarque sur un petit bateau de pêche à Paimpol. Le 17 il est en Angleterre et rejoint immédiatement les Forces Françaises Libres. Le tribunal de Vichy le condamne à mort, comme il condamnera de Gaulle.

Au mois d'août 1940, il embarque à Liverpool pour l'Afrique. Jusqu'en juin 1943, il participe aux campagnes du Gabon, d'Erythrée, de Syrie et de Libye. En octobre 1942 il est gravement blessé, à deux reprises, notamment à El Alamein face aux troupes d'élite italiennes et à celles du Maréchal Rommel. Il échappe à l'amputation de son bras droit mais doit rester 6 mois hospitalisé au Caire avant d'être évacué sur Alger. Irrité par les différends de Gaulle-Giraud, le 24 octobre 1943, il quitte Alger pour Londres. Il passe son brevet de parachutiste à Ringway et suit la formation des commandos.

Le 12 avril 1944 le Lt-colonel de Bollardière est parachuté dans les Ardennes en équipe "Jedburgh" avec deux adjoints, anglais et américain. Il va y rester six mois. Sa mission est de constituer un maquis et de prendre en charge l'opération "Citronnelle" sous le pseudonyme de "Commandant Prisme".



Le camp se déplace souvent. Le 12 juin 1944, les Allemands attaquent le camp des "Manises" qui vient de se former avec en plus, sur injonction de Radio Londres, l'arrivée massive de jeunes F.F.I. Une centaine de jeunes sont pris. Tous les autres réussissent, avec les maquisards, à échapper à l'étau des Allemands. Après avoir été regroupés et battus, les prisonniers F.F.I. sont fusillés dans les bois alentour et enterrés dans des fosses communes. Le 22 août les maquisards attaquent un convoi et capturent deux jeunes soldats allemands. De Bollardière demande à ses deux prisonniers s'ils sont au courant de cet acte barbare. Leurs visages se décomposent. Il mesure avec horreur le désarroi qu'a provoqué sa question qui porte en elle le poids du "droit" de vie et de mort et ce qu'elle signifie pour ces hommes qui sentent leur dernière heure venue. Il éprouve une profonde honte d'avoir semé la peur chez ces jeunes soldats. Il déclare à ses hommes que ces deux Allemands sont des prisonniers de guerre et qu'ils seront traités comme tels. Le 24 août Jacques Pâris de Bollardière est blessé sérieusement à la jambe et à la poitrine. Ces blessures vont l'immobiliser durant trois semaines dans le maquis. Les deux prisonniers se portent volontaires pour transporter le brancard pendant plusieurs jours lors des déplacements. Le 6 septembre 1944, "Bollo" rentre dans Nouzonville à la tête de ses hommes. Jacques de Bollardière a toujours dit "*Je me bats contre les Nazis*", jamais "*Je me bats contre les Allemands*".

Après la libération des Ardennes Jacques Pâris de Bollardière veut continuer le combat. Il rejoint les "Red Devils", les parachutistes S.A.S. C'est avec ces hommes, dont il va généraliser le port du "Béret rouge", qu'il saute sur la Hollande en avril 1945. Lors de son retour par l'Allemagne, il découvre avec horreur la situation de la population civile et écrira : "*La guerre avait représenté pour moi la défense des libertés. Je lui découvrais un autre visage. Dans les villages détruits erraient de vieux*

Allemands qui n'avaient pas combattu (...). Des femmes, sur le seuil de leur maison détruite, me fixaient d'un regard sans vie. Elles avaient le visage des femmes de partout, qui viennent d'apprendre que l'orage s'est abattu sur leur foyer, que leur fils ou leur mari est mort (...). Je ne me trouvais pas devant la défaite de l'ennemi, mais devant celle de l'homme".

Le 20 avril 1945 "Bollo" est de retour en Angleterre avant de regagner la France enfin libérée. Ses actes de bravoure lui ont valu les plus hautes distinctions françaises, hollandaises, britanniques, belges. Il restera l'homme de la France Libre le plus décoré.

En septembre 1945, à Nantes, il rencontre une charmante jeune fille de 22 ans, Simone Ertaud, fille d'un chirurgien nantais. Selon leur expression : *"Trois jours après nous étions fiancés. Trois mois plus tard nous étions mariés"*, c'était le 27 décembre 1945. Après avoir vécu cette guerre, il envisage de quitter l'armée. Alors qu'ils passent leur "lune de miel" à la montagne, Jacques de Bollardière reçoit un appel téléphonique de quelques-uns de ses anciens officiers qui lui annoncent qu'ils doivent partir au Tonkin afin d'en chasser les Japonais qui l'occupent. Ils le supplient de partir avec eux. Avec l'accord de sa jeune épouse, Jacques de Bollardière abrège son séjour. Le 4 février 1946 il prend le commandement du 1^{er} bataillon de parachutistes S.A.S. en Indochine, Laos, Cambodge et Tonkin. Il assiste avec tristesse au départ du Général Leclerc qui était partisan d'une négociation avec les responsables vietnamiens. L'Amiral d'Argenlieu lui succède avec une mentalité et un désir de reconquête par la force. Il fait tirer les canons de marine sur la foule qui sort effrayée du port de Haiphong. Plusieurs milliers de morts ! Cela supprime tout espoir de dialogue avec les Vietnamiens. Ho Chi Minh, qui se trouvait en France pour négocier, rentre au pays. La guerre commence. Au terme d'un long voyage de 52 jours de bateau, son épouse Simone le rejoint en cours d'année dans la jolie villa qu'il a fait aménager pour elle près de Saïgon, en pleine zone non sécurisée. Les relations avec la population y sont des plus cordiales. Simone se doute bien que Vinh, leur "Boy", est probablement Viet-Minh la nuit et que la bicyclette dont elle lui a avancé l'argent, et qu'il perdra soi-disant au jeu, ne sert probablement pas qu'à transporter les courses de la maison. Un matin, Simone, qui la plupart du temps vit seule dans ce village, découvre que les "paillotes" à quelques centaines de mètres ont été détruites par des légionnaires français au cours de la nuit, soi-disant en représailles à une attaque. La population a totalement disparu. Pas un seul attentat ne s'y était pourtant produit durant son séjour. Elle doit déménager. Au moment de son départ, des femmes du village la supplient de rester. L'une d'elle dit : *"- Les "Bérets rouges" sont honnêtes, ils paient ce qu'ils prennent, ils ne violent pas les femmes..."* Les deux aînées des enfants Bollardière naissent à Saïgon, en Cochinchine. Thi-Bah, la fidèle employée, accompagnera la famille lorsqu'elle rentrera en Bretagne.

Elle finira sa vie en leur compagnie au Vieux-Thalouet à Guidel et repose dans leur caveau de famille à Vannes.

Octobre 1953, Jacques de Bollardière est affecté au Centre des hautes études militaires, puis à l'École de guerre, mais cette vie ne lui convient pas du tout. 1954, la guerre d'Indochine se termine tout juste que commence celle d'Algérie. En juillet 1956, il part en Algérie avec son ami Roger Barberot pour encadrer les "Rappelés de l'Air" qui n'ont aucune formation militaire. Parmi ces appelés, il y a Servan-Schreiber, Directeur de l'Express, journal d'opposition. Avec ses troupes, il est responsable du Sud-est de l'Atlas Blidéen (S.E.A.B.). Il obtient les fonds de la D.D.E versés tous les ans et non utilisés à cause de l'insécurité. Il organise des chantiers de réfection de routes, de "diguettes" pour empêcher l'érosion. Cela donne du travail aux Algériens du secteur et ils sont régulièrement payés. La pacification est en place. Pas un seul attentat de juillet 1956 jusqu'à la bataille d'Alger en janvier 1957. Jacques Pâris de Bollardière est nommé Général en septembre 1956 ce qui fait de lui, à 49 ans, le plus jeune Général de France. Barberot et Servan-Schreiber forment avec d'autres volontaires les "Commandos noirs", qui nomadisent sans armes, vont dans les mechtas, y mangent ou y dorment parfois. La pacification existe réellement dans ce secteur. Ces services administrent la population, font des cartes d'identité... Tout se passe bien jusqu'à ce que commence la "Bataille d'Alger" en janvier 1957. Les Rappelés sont partis au terme de leurs 6 mois de service. Des femmes contactent de Bollardière pour lui dire que, dans la nuit, des hommes en uniforme sont venus prendre leur fils ou leur mari. Les actions très brutales de l'Armée dans son secteur, très calme jusque là, se concrétisent par le massacre à la mitrailleuse d'une dizaine de jeunes Algériens. Leurs papiers tout neufs sont retrouvés déchirés sur leur ventre. Il proteste près de ses supérieurs : Massu, Salan et même Lacoste. Dès son arrivée, il avait adressé à ses officiers une lettre très ferme rejetant sans équivoque *"les procédés brutaux, inhumains ou dégradants."* De Bollardière s'en entretient avec son supérieur, le Général Salan, qui cherche à étouffer l'affaire. Le 8 mars 1957 il lui adresse une lettre lui faisant part de son désaccord avec le Général Massu sur sa manière de voir et les méthodes préconisées. Il confirme sa désapprobation des méthodes soutenues par Massu. Il dénonce la pratique de la torture et adresse une directive impérative à tous les officiers de son secteur : *"La tentation à laquelle n'ont pas résisté les pays totalitaires de considérer certains procédés comme une méthode normale pour obtenir le renseignement doit être rejetée sans équivoque, et ces procédés condamnés formellement"*. Il considère que la torture est inefficace et *"dégrade encore plus celui qui la pratique que celui qui la subit."* En guise de réponse, il reçoit l'ordre, le lendemain même, de fouiller les Mosquées. Il refuse catégoriquement. Il estime alors qu'il lui est impossible de continuer à exercer honnêtement son commandement. Il demande à être relevé de ses responsabilités. Il envoie une note à ses chefs, "Refus d'obéissance". Il décide de rentrer en France.

C'est à cette époque que J.-J. Servan-Schreiber, redevenu directeur de L'Express, est inculpé d'« atteinte au moral de l'armée » pour avoir publié sa propre expérience en Algérie et dénoncé l'attitude du gouvernement français. Jacques de Bollardière répond à sa demande de soutien et lui adresse une lettre en ce sens. Il y écrit : "(...) *l'effroyable danger qu'il y aurait pour nous à perdre de vue, sous le prétexte fallacieux de l'efficacité immédiate, les valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée...*" Le 17 mars il rentre à Nantes. Le journal "Le Monde" titre dans son édition du 29 mars 1957 : "*Le général de Bollardière, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, commandant un secteur opérationnel en Algérie demande à être relevé de son commandement*".

Le Monde du 17 avril 1957 publie un court article révélant que le général de Bollardière a été frappé de 60 jours d'arrêt de forteresse par le ministre de la défense nationale (Max Lejeune) "*pour atteinte au moral de l'armée*". Il est « invité » à se présenter le lundi 15 avril 1957 avant midi à la forteresse de la Courneuve pour y purger "*sa punition*". Cette scandaleuse sanction attirera de Thi-Bah la fidèle Vietnamiennne : "*C'est beaucoup bien. Il vaut mieux nous pas beaucoup manger et travailler dur que Monsieur faire les vilaines choses.*" Il ne trouvera aucun soutien parmi ses pairs à part celui du colonel Barberot et de Servan-Schreiber. Nombre d'intellectuels tels Théodore Monod, Jean Wahl, Jérôme Lindon, Lanza del Vasto, d'anonymes, de petites gens, sauront cependant lui dire leur gratitude et combien ils approuvent son attitude et son courage. Il fut le seul officier à s'élever contre la torture. Lanza del Vasto, qui vécut près de Gandhi, lui écrira : "*Votre plus belle décoration c'est cette condamnation à 60 jours de forteresse.*" Sa « punition » purgée, de Bollardière sera affecté à des postes de pure forme, sans moyens ni responsabilités, en Afrique Équatoriale et en Allemagne où ses chers collègues lui tourneront le dos et auront plaisir à le cantonner aux cocktails et réceptions mondaines. Le putsch d'Alger le décide à se retirer définitivement de l'armée d'active. Il a 54 ans. Il s'installe à Guidel avec son épouse Simone et leurs quatre filles. Si les opérations en Algérie avaient été considérées comme un « état de guerre », il aurait peut-être été fusillé. Mais son combat n'est pas fini. D'autres commencent.

Avec Simone, qui en toutes circonstances, l'a toujours soutenu avec intelligence et sans réserve, il s'engage dans l'action sociale et citoyenne. En 1970, imprégnée de la philosophie de Martin Luther King, elle lui fait découvrir la « non-violence » lors d'une conférence de Jean-Marie Muller. En 1972, il écrit "*Bataille d'Alger, bataille de l'homme*", sorte de riposte à Massu qui persiste à justifier la torture et vient de publier "*La vraie Bataille d'Alger*". En 1972-73 on retrouve les Bollardière à la pointe de la défense de l'identité bretonne et du soutien aux détenus. Ils appuient l'action des paysans du Larzac. A l'été 1973, Jacques de Bollardière participe à bord du "Fri" à une

opération maritime pour dénoncer les essais nucléaires atmosphériques effectués à Mururoa. Le bateau est arraisonné par la Marine nationale. Ses occupants sont arrêtés et séquestrés à la base militaire de Hao. Ils engagent une grève de la faim. Le 19 juillet, ils sont tous libérés sauf de Bollardière qui est maintenu au secret. Sur ordre du médecin militaire de la base, il est finalement évacué sur Paris, au Val de Grâce. Le 25 il demande sa radiation de l'Ordre de la Légion d'honneur dont il est Grand Officier. Les 25 et 26 août puis en 1975 et 1977, Jacques et Simone de Bollardière participent aux rassemblements du Larzac. De 1977 à 1980, avec nombre d'autres humanistes dont Théodore Monod et Haroun Tazieff, Mgr Jacques Gaillot, ils soutiennent les objecteurs de conscience. De 1972 à 1980, en Bretagne ils participent à la "Bataille du rail". En 1983 ils sont accueillis en Algérie, rencontrent des Algériens qui ont subi la torture. Le 25 Février 1983 deux généraux putschistes sont réintégrés. Le 1^{er} mars, le Général de Bollardière refuse sa réintégration concomitante. Luttant contre la maladie depuis juillet 1985, Jacques Pâris de Bollardière décède le 22 février 1986, chez lui, au Vieux Talhouet à Guidel. Un grand humaniste est mort. Il repose à Vannes. Depuis, Simone continue inlassablement leur combat et répond à toutes les sollicitations visant à la défense des droits de l'homme et de la Paix, conférences-débats, actions en Palestine, procès Aussaresses...

Jean-Claude Bourgeon
Avec la contribution de
Simone de Bollardière



Pour ne citer que les plus prestigieuses, Jacques Pâris de Bollardière a reçu, entre autres, les distinctions suivantes :

- Grand Officier de la Légion d'honneur
- Compagnon de la Libération
- Distinguish Service Order (2 fois)
- Officier de l'Ordre de la Couronne avec palme (Belgique)
- Officier de l'Ordre de la Couronne avec palme (Hollande)
- Croix de guerre avec quatre palmes
- Citations (1941, 1944, 1947, 1953.)

Lectures recommandées relatives au Général Jacques Pâris de Bollardière :

- *Bataille d'Alger, bataille de l'homme, Jacques de Bollardière, Desclée de Brouwer, 1972*
- *Face à la violence, Jacques de Bollardière, revue Études, mai 1972*
- *Défense armée et conscience nationale, Jacques de Bollardière, revue Études, juin 1974*
- *Combattants de la Non-violence, Jean Toulat, Cerf, 1983*
- *Malaventure en Algérie avec le Général de Bollardière, Roger Barberot, Plon, 1957*
- *A bras le cœur, Roger Barberot, Laffont, 1972*
- *Un combat pour l'homme : le Général de Bollardière, Jean Toulat, Le Centurion, 1986*
- *Un combat singulier, de Bollardière, France 3 Ouest (TV) juin 2004*

LE 1^{ER} RÉGIMENT D'INFANTERIE

Médaille de la Résistance

L'une des formations
de l'Organisation de la Résistance de l'Armée

Le régime de Vichy est évidemment condamnable dès l'origine sous plusieurs aspects, notamment la mise au placard de la République et les mesures anti-juives. Il devient odieux après la rafle du Vel. d'Hiv. (juillet 1942). Il est politiquement mort après novembre 1942.

Cela étant, l'armistice, en soi, n'est pas condamnable et évite la capitulation. Ce n'est pas un choix, mais une nécessité dans le contexte effroyable de 1940. Un rétablissement sur l'Afrique du Nord est une utopie. Continuer à se battre au sein du dispositif britannique est une attitude superbe, mais qui ne tient pas compte de la situation en métropole. Assumer cette situation, garder en réserve l'Afrique du Nord, conserver des forces armées qui ne sont pas négligeables, c'est préparer la revanche. Cela mérite considération. Assimiler armistice et trahison est sans doute compréhensible alors de la part du général de Gaulle, mais c'est un argument politique.

Jusqu'à la rupture de l'armistice, le gouvernement de la France est à Vichy. Au près de lui, les ambassades du monde entier, y compris soviétique (jusqu'en juin 1941) et américaine (jusqu'en novembre 1942). A Londres, le général de Gaulle est le chef des Français libres.

Dès juin 1940, l'armée dite de l'armistice, en métropole comme en Afrique du Nord, est en situation de résistance. Les services secrets ne cessent pas leur action, toujours dirigée contre l'ennemi, avec l'efficacité de professionnels. Parallèlement, le camouflage des armes et la mobilisation clandestine s'organisent, en dépit des contraintes de l'armistice. Au niveau des écoles militaires, l'esprit de revanche anime la formation des cadres. Tout cela sous l'autorité de l'état major français.

Après novembre 1942 et le débarquement allié en Algérie et au Maroc, c'est le retour en masse dans la guerre. L'armée d'Afrique constitue l'essentiel des forces et, avec les formations françaises libres, rétablit l'unité de l'armée française. Le général Giraud obtient des États-Unis le réarmement moderne de celle-ci.

En métropole, plutôt que l'écrasement et la déportation, l'armée s'engage dans la clandestinité et le combat en franc-tireur... Ses hommes se regroupent dans l'O.R.A., l'A.S. et même les F.T.P. Partout présents au combat : ils contribuent de manière déterminante à l'unification de la résistance armée. Par eux, les F.F.I. appartiennent à l'Armée Française.

Ainsi en est-il des militaires – le plus souvent de l'O.R.A. – aux Glières avec Morel, dans le Vercors avec Descour, dans les maquis de l'Ain avec Roman-Petit, en Aquitaine avec Pommies, comme dans les Alpes, la

Bourgogne, la Bretagne, les Vosges... et le Berry avec le 1^{er} R.I. du colonel Bertrand.

« *Au tour du drapeau, nous nous rallierons tous au jour de la résurrection du régiment, que nous savons certain* » affirmait le colonel Bertrand dans son ordre N° 5 du 28 novembre 1942 annonçant la dissolution de son 1^{er} Régiment d'Infanterie. Il avait déjà préparé le passage du régiment dans la résistance militaire clandestine en faisant détourner du contrôle allemand une partie de son armement et en cachant son drapeau. Mais sa première préoccupation fut de maintenir dans le Cher le maximum de ses cadres, car ceux-ci s'étaient bien intégrés dans la population.

Simultanément, l'Amicale des Anciens du 1^{er} R.I. se préoccupait, avec l'aide du commandant Rauscher présent à Saint Amand, de maintenir le contact avec les personnels restés dans le Berry. De plus elle cherchait à reprendre le contact, par l'intermédiaire du capitaine Mazin, avec les anciens retirés en région parisienne et avec le capitaine Catteau et le commandant Duchatelet, pour ceux restés en Picardie.

Ces différentes activités servaient de couverture à la constitution, dès le début de l'année 1943, dans l'ensemble du Cher Sud, d'un certain nombre d'équipes disponibles pour encadrer localement une résistance militaire, et en particulier, pour camoufler des réfractaires au S.T.O. dans des fermes ou des petites entreprises, souvent en liaison avec les municipalités concernées.

Ensuite, il sera procédé progressivement, à l'échelon du régiment, à la répartition entre ces équipes locales, d'une part de l'armement camouflé fin 1942, et d'autre part de celui qui provenait des différents parachutages réceptionnés en 1943, par l'équipe secrète du régiment, et stockés en lieu sûr.

C'est dans le cadre de ces équipes locales que seront entraînés, dès le début de l'année 1944, de petits commandos constitués de jeunes recrutés sur place ou venant de Paris ou de Picardie.

C'est enfin grâce à ces équipes locales que se constitueront, dès le 6 juin 1944, les maquis mobilisateurs des différentes compagnies du 1^{er} Régiment d'Infanterie.

Pendant tout ce temps, le colonel Bertrand avait intégré ce « *régiment clandestin* » dans l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) créée fin novembre 1942, sous le patronage du général Frère, glorieux ancien du 1^{er} R.I. en 1914/1918, et sous les ordres du général Verneau, dernier Chef d'état major de l'Armée de terre, qui venait d'être dissoute.

Les arrestations successives du général Frère, du général Verneau, du commandant Rauscher, du commandant Duchatelet et de sept autres officiers porteront des coups très durs à l'O.R.A. et au 1^{er} R.I. clandestin.

Le régiment dut alors se réorganiser et intégrer dans ses rangs des éléments des Chantiers de Jeunesse du Cher et de l'Allier.

Le colonel Bertrand reçoit alors, par l'intermédiaire du colonel Ailleret (chef de l'O.R.A. Zone Nord), un document classé « *Secret Absolu* » émanant du Comité de la Défense Nationale, « *vu et approuvé* » par le général de Gaulle le 5 avril 1944 « Document Personnel N° 1 », intitulé :

« *Instruction concernant l'emploi de la résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération de la Métropole* » - 23 pages.

Il y est précisé notamment :

« *Un engagement général et inconsidéré, lors des débarquements initiaux, de la totalité des divers embryons de l'Armée de l'Intérieur est susceptible de briser tous les ressorts de la résistance française et de nuire considérablement, sans contrepartie positive, au sort des populations françaises* » etc.

Sur l'exemplaire original déposé au Service Historique de la Défense, le général de Gaulle a rayé de sa main le mot « *insurrection* » pour le remplacer par « *actions de force généralisées* ».

La mission dévolue au 1^{er} R.I. en cas de débarquement allié, est de participer à l'exécution du plan vert de sabotage des voies de communication et en particulier des voies ferrées.

Dès le 6 juin, le colonel Bertrand prescrit la « *mise sur pied de guerre* » de ses compagnies en maquis, afin de participer progressivement à une guérilla généralisée avec en priorité l'exécution des sabotages prévus dans le plan vert.

Au même moment, à Saint Amand, heureusement vide d'Allemands, l'A.S. (Combat) et les F.T.P. ont obtenu, par l'intermédiaire du colonel Bertrand, la neutralité du Bataillon du 1^{er} Régiment de France,

dépendant de Vichy et stationné à Saint Amand. Ils occupent la ville avec deux compagnies après avoir détruit la Milice. Mais le 8 juin, un bataillon allemand réoccupe Saint Amand et les détachements A.S. et F.T.P. doivent se replier sur la Creuse, non sans avoir livré de durs combats d'arrière garde. La population de Saint Amand subira de terribles représailles.

Par contre, dispersées dans les campagnes du Cher Sud, les compagnies du 1^{er} R.I. poursuivront leur mise sur pied. Elles recevront plusieurs parachutages d'armes et pourront assez rapidement remplir leurs missions de harcèlement et de sabotage. C'est ainsi, par exemple, qu'un train bondé d'Allemands sera attaqué sur la ligne Vierzon – Bourges et perdra 40 hommes.

C'est pourquoi, lorsque, le 15 août 1944, un message du général Koenig prescrira au 1^{er} R.I. de s'engager totalement dans "*la lutte ouverte*" contre les Allemands en retraite, le colonel Bertrand aura déjà regroupé les différentes compagnies du régiment en deux bataillons, l'un étant aux ordres du commandant Roy venant du Chantier de Jeunesse de Tronçay, l'autre du capitaine Mazin du 1^{er} R.I. Le régiment pourra ainsi s'engager au combat autour de son drapeau de nouveau à l'honneur, pour participer aux combats de la libération de la région, et tout particulièrement à la reddition de la colonne Elster venant du Sud-Ouest, puisque le général Elster viendra en personne en discuter les conditions avec le colonel Bertrand, à Arçay, à une quinzaine de kilomètres au sud de Bourges.

A travers cette courte mais intense tranche d'histoire, le 1^{er} R.I. est resté fidèle aux valeurs qui le distinguent depuis cinq siècles : capacité d'adaptation, fidélité au chef, valeur combative, esprit de sacrifice, intégration dans la Nation au gré des combats et des garnisons.

Le général Roidot

alors sous-lieutenant et

Commandant de compagnie

du 1^{er} Régiment d'Infanterie

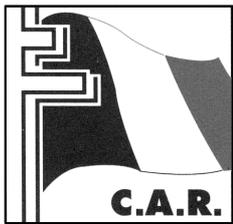
(1942-1945)

Citation à l'ordre de l'Armée du 1^{er} Régiment d'Infanterie

“Splendide Corps, dont la foi ardente dans les destinées de la Patrie n'a pu être abattue par la dissolution de 1942. En dépit des arrestations, déportations et perquisitions, a réussi à mettre à l'abri une partie importante de son armement, de son habillement et de ses approvisionnements. A établi entre la troupe et ses cadres des liens tels qu'en juin 1944, à l'appel de son chef le colonel Bertrand, le régiment a pu se regrouper autour de ses équipes clandestines qui n'avaient jamais cessé de mener le combat. Conduisant une guérilla continue, du 8 août au 12 septembre 1944, a manifesté les plus belles qualités d'une troupe de choc par ses actions de harcèlement au cours desquelles il a causé à l'ennemi des pertes dépassant 500 tués, un millier de blessés, 150 prisonniers et a contribué à la reddition d'un groupement de colonnes ennemies fort de 18 000 hommes. La présente citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec palme et sera publiée au Journal Officiel de la République Française.”

“Fait à Paris le 3 avril 1945”

Signé de Gaulle



MÉMORIAL DE L'INTERNEMENT ET DE LA DÉPORTATION

Inauguration et ouverture au public
en présence de Christian Poncelet, Président du Sénat

**Mémorial
de l'internement
et de la déportation
Camp de Royallieu**

samedi 23 et dimanche 24
février 2008

Évocation de l'inauguration du Mémorial de l'internement et de la déportation Camp de Compiègne-Royallieu

Le Mémorial de l'Internement et de la Déportation, Camp de Royallieu, a été inauguré les samedi 23 et dimanche 24 février 2008. La première manifestation a été l'inauguration du Monument à l'entrée de l'ancien camp d'internement. Des discours ont été prononcés, l'un par le Président Poncelet, Président du Sénat, l'autre par Madame Chombart de Lauwe, Présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Ensuite la flamme du souvenir a été allumée devant ce Monument, encadré par une centaine de porte drapeaux.

Ce Mémorial a été créé par la Ville de Compiègne en partenariat avec l'État, la Région de Picardie, le Département de l'Oise, la Fondation du Patrimoine, la Caisse des Dépôts et Consignations, et sous l'égide de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

Trois mille personnes ont participé aux manifestations de la première journée et plus de 2 000 à celles du deuxième jour. Une visite du site a été commentée et suivie avec beaucoup d'attention par les nombreux participants. Des Résistants, des Déportés, des jeunes, des membres des familles d'Internés sont venus de toutes les régions de France pour se recueillir en ce lieu où ont été internés, à partir de 1941 jusqu'à l'été 1944, 53 000 Résistants rassemblés ici avant de partir vers les camps de concentration.

Un immense chapiteau a permis de rassembler 2 000 personnes pour entendre, le samedi 23, de nouvelles interventions. La première est celle de Monsieur Philippe Marini Sénateur Maire de la Ville de Compiègne. Les suivantes ont évoqué le Travail de Mémoire réalisé, depuis plusieurs années, pour concevoir, organiser et aménager ce Mémorial.

Le dimanche matin 24, sous le grand chapiteau, se déroule une cérémonie oecuménique célébrée par les représentants de toutes les sensibilités religieuses. Cette cérémonie rassemble plus de 1 500 personnes. Une chorale et un orchestre apportent leur concours au succès de cette matinée. L'après-midi est interprétée l'oeuvre originale de Jonathan Grimbart-Barré, "**La Symphonie Mémorial**", par le chœur du **Centre laïque d'Éducation Populaire et l'orchestre Symphonique Col'Legno**. Des applaudissements nourris et prolongés ont exprimé la reconnaissance du public pour la qualité de l'oeuvre créée et pour son interprétation.

Durant ces deux journées, il était impressionnant de voir déambuler avec recueillement et émotion, sur le site et dans les salles aménagées, des petits groupes d'anciens, de jeunes, de familles. Sur son chemin chacun découvrait une trace vivante du passé, des livres, des photos. On entendait des témoignages, comme ceux de nos amis André Bessière et François Perrot. Plus loin nous trouvons, dans le grand hall, gravés sur **le mur des noms**, stèle de verre, matière minérale et transparente, les 53 000 noms des déportés et internés de Royallieu. Enfin nous pouvons lire, sur le mur d'entrée, quelques vers d'un poème écrit par **Robert Desnos** pendant sa captivité à Royallieu au printemps 1944 :

*Sol de Compiègne !
Terre grasse et cependant stérile
Terre de silex et de craie
Dans ta chair
Nous marquons l'empreinte de nos semelles.*

Robert Desnos, mort en déportation le 8 juin 1945 à Terezin. Robert Desnos avait aussi écrit :

*Sol de Compiègne !
Un jour nous secouerons notre poussière
Sur ta poussière
Et nous partirons
En chantant.*

Aujourd'hui nous avons apprécié le travail remarquable de mémoire, mené à son terme, par des hommes de bonne volonté, pour faire connaître aux nouvelles générations le système diabolique de la répression nazie.

L'importance du public, sa tenue et son recueillement, ont révélé combien ces visiteurs avaient compris et pris en compte le message transmis par ce Mémorial.

Monsieur le Sénateur Maire de Compiègne a conclu ces deux journées en soulignant que la Ville de Compiègne a renoué avec une page de son histoire, en éprouvant le sentiment " **du devoir accompli** ". Il a ajouté : "**Cela fait partie des choses les plus passionnantes, les plus significatives que j'ai pu faire au cours de mes mandats**".

Jacques VICO
Vice Président du C.A.R.

Intervention de François PERROT
Président de l'UNADIF
au cours de cette cérémonie

Quelle émotion, Mesdames, Messieurs, de me retrouver, avec vous, en ces lieux chargés d'une histoire tragique, dans la célébration solennelle du devoir de mémoire.

Émotion, soixante-cinq ans après un séjour de quelque trois semaines dans le Frontstalag 122.

Émotion, quatorze ans après le grand rassemblement qui réunit ici, le 19 mars 1994, plus de mille anciens à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire des grands départs pour les camps de concentration nazis. Monsieur Philippe Marini, déjà premier magistrat de Compiègne, n'avait malheureusement pas d'excellentes relations avec la météo ! ...

Émotion, neuf mois après la pose de la première pierre de ce mémorial qui rappellera aux générations futures « ce qui fut », ici, dans les années noires et glorieuses de l'occupation ; mémorial qui a été réalisé en un temps record grâce à la volonté efficace de Monsieur le Sénateur Maire et de son équipe animée par Monsieur Dupuy de Méry. Ils sont apparemment réconciliés avec la météo.

Émotion, sans cesse renouvelée, d'année en année, dans le souvenir des quelque 45 000 internés de Royallieu, pour la plupart résistants, qui ont connu ici une étape de leur calvaire avant le départ pour l'inconnu et, pour beaucoup vers la mort.

Revenons, si vous le voulez bien, au 19 mars 1994. Nous étions donc plus d'un millier d'anciens. Combien, hélas, ont disparu depuis ! Les anciens déportés constituent une espèce en voie de disparition. Les survivants se réjouissent de la réalisation de ce mémorial, qui constituera, avec celui du Struthof en Alsace, un haut lieu de la mémoire de la Résistance, de l'internement et de la déportation.

En outre, ce mémorial fera partie, avec les projets de la gare de Compiègne-Margny, d'un parcours de la mémoire de la deuxième guerre mondiale, complétant ainsi la clairière de Rethondes pour ce qui est de la première.

Le 19 mars 1994, notre regretté camarade, le Général Pierre Saint-Macary avait prononcé, au nom de l'inter-amicale des camps, un magnifique discours, dans lequel il avait dit notamment : « Vivre à Compiègne, c'est trouver presque douce la discipline des appels, c'est faire du sport, accéder à des lieux de culte, se réunir avec des amis retrouvés, c'est manger presque à sa faim grâce aux colis partagés, c'est nouer de nouveaux contacts avec des hommes qu'on ignorait et qu'on aurait toujours ignorés, c'est découvrir la richesse et la diversité du monde des résistants et des otages, ceux des villes et ceux des campagnes, les gens de l'outil et ceux de la plume, les paysans, les ouvriers, les intellectuels, les puissants et les humbles, c'est voir des chrétiens pratiquants discuter avec des agnostiques ou des officiers de tradition se lier avec des anti-militaristes devenus combattants de l'ombre, c'est discourir sans fin, refaire la France et le monde, dans une sorte d'ivresse de fraternité, en décrivant sans relâche la promenade circulaire au centre du camp.

Vivre à Compiègne, cela peut ressembler au bonheur. Mais un bonheur si précaire et si fragile ... car il fallait partir de Compiègne.

Nous étions en sursis ! »

et Pierre Saint-Macary terminait son propos par une citation de Robert Desnos :

« Nos morts et nos peines, nos joies et nos vies, qu'il vous en souviennne ! »

Si j'en viens à mes souvenirs personnels, vous constaterez qu'ils correspondent tout à fait à ceux de Pierre Saint-Macary.

Après avoir passé cinq mois à Fresnes, je suis arrivé à Royallieu le 19 août 1943, venant de la gare du Nord à Paris, dans un wagon de voyageurs à compartiments, chaque compartiment étant occupé par trois détenus et un membre du S D.

Je ne me souviens pas du tout de la façon dont nous sommes venus de la gare de Compiègne à Royallieu.

Il y a, comme cela, des failles dans la mémoire et il convient absolument de n'affirmer que ce qui est certain.

Me voici donc dans un univers tout à fait nouveau où je reçois le matricule 17 707 gravé sur une plaque métallique et inscrit sur la bescheinigung envoyée par la direction du camp à mes parents.

On constate à propos de Royallieu une grande diversité dans les regards rétrospectifs portés sur ce passé lointain par les anciens internés. Sans doute la situation a-t-elle été différente suivant les époques.

Pour certains c'était l'enfer.

Je crois qu'il ne faut pas exagérer ! C'était plutôt l'antichambre des camps de la mort !

Pour moi, au contraire, ce fut une sorte de répit, d'oasis dans les vingt-six mois de ma captivité.

Là aussi, il ne faut pas exagérer et le mot « oasis » ne doit pas faire penser à une sorte de Club Med avant la lettre. Mais après l'isolement dans une cellule de prison, où l'air était raréfié et le soleil absent, pendant cinq longs mois, dans la hantise des interrogatoires... et avant ce qui nous attendait par la suite dans l'univers concentrationnaire, quelles différences !

On rencontrait à Royallieu des gens de tous âges, de toutes conditions (je me souviens avoir côtoyé dans ma chambrée du camp A (dont j'ai oublié le numéro) un aristocrate et un ancien des Bat d'Af, à côté de nombreux étudiants comme moi, dont la plupart avaient été arrêtés en tentant de franchir les Pyrénées pour rejoindre les Forces Françaises Libres.

Nous nous retrouvions avec des gens venant de toutes les régions de France dans le vaste espace central du camp, à l'air libre, même si nous n'étions pas libres ! un endroit où l'on pouvait discuter, écouter des conférences (Bâtonnier Henri Teitgen de Nancy, Père Georges Stenger de Metz), jouer au foot et où les seules corvées consistaient à éplucher des pommes de terre ou à nettoyer les chambrées, sans arriver à les débarrasser de la vermine.

Oui, vraiment, dans toute la captivité, c'était tout de même la période de loin la moins désagréable !

En outre, nous étions gardés par des soldats de la Wehrmacht, en général d'un certain âge, qui nous laissaient cueillir des pissenlits à proximité des barbelés pour améliorer l'ordinaire.

Voilà quels sont mes souvenirs de Royallieu !

Hélas, ce séjour ne dura que quelques semaines !

Au soir du 16 septembre, un millier de détenus fut rassemblé dans le camp C et, le lendemain matin ils furent harangués par des officiers qui nous indiquèrent que nous allions partir pour l'Allemagne où nous pourrions travailler et gagner de l'argent ! Belle action psychologique pour éviter les évasions. Après une fouille relativement sommaire puisque des couteaux et des outils y ont échappé, nous fûmes munis d'une couverture, d'un saucisson et d'une boule de pain et nous partîmes à pied à travers les rues de Compiègne vers la gare avant d'embarquer dans des wagons à bestiaux, à quarante par wagon pour commencer... mais ceci est une autre histoire !

23 février 2008.



Inauguration d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Pierre LÉVY à Paris, dans le XVII^e arrondissement

Intervention de Madame Odette CHRISTIENNE

*Adjointe au Maire de Paris, chargée de la mémoire
et du monde combattant.*

Monsieur le Maire,
Monsieur le Chancelier de l'Ordre de la Libération,
Monsieur le Président de la Fondation de la Résistance,
Messieurs les Compagnons de l'Ordre,
Mesdames et Messieurs,
Et vous, fidèles porte-drapeaux,

Les témoignages émouvants et forts que nous avons entendus sont l'essentiel pour la cérémonie qui nous réunit aujourd'hui et nous avons le devoir de penser à la transmission de cette mémoire aux générations à venir.

Monsieur le Chancelier, les cinq villes « Compagnon de la Libération » vont, dans un avenir proche, prendre le relais de l'Ordre de la Libération après la constitution du Conseil des cinq communes et nous y travaillons avec vous, comme nous l'avons fait avec vos prédécesseurs.

Aujourd'hui, nous rendons hommage, à travers l'un des meilleurs d'entre eux, à l'ensemble des Compagnons.

Les villes pérennes ne cesseront de renouveler cet hommage tant aux Compagnons qu'à l'ensemble des Résistants et s'attacheront à faire comprendre cette période de notre histoire, à la fois douloureuse et glorieuse. Une des bases essentielles, un des supports indispensables aux actions qu'elles conduiront, est le musée de l'Ordre, auquel nous sommes attachés et sur lequel j'ai appris, ce matin par la presse, que pèse une menace.

Sa réduction, je n'ose dire sa disparition, serait un dommage irréparable.

Je souhaite que vous tous, ici présents, nous aidiez à défendre cette structure indispensable pour maintenir la mémoire des Compagnons et de tous les Résistants français libres ou de l'intérieur.

Sans les traces impérissables que les actions humaines laissent dans l'histoire, la vie ne serait que vanité. Tel pourrait être l'enjeu de notre cérémonie d'aujourd'hui, qui nous réunit ce matin - en présence de ses proches - autour de la mémoire de Jean-Pierre Lévy.

Peut-être est-il dans l'ordre des choses qu'une tradition héroïque finisse par se perdre à la longue, que l'oeuvre du temps et surtout, comme nous l'avons dit, les médiocrités complices travaillent à l'affaiblir, mais du moins, tant que nous vivrons, tant que nous verrons dans la transmission l'humus où la conscience s'enracine, nous ne nous laisserons pas isoler de nos morts et de la leçon qu'ils nous adressent.

Aussi est-il juste que Paris, après avoir attribué son nom à une place, grave sur ses murs - ici même où il vécut - le nom de Jean-Pierre Lévy, c'est-à-dire celui d'un résistant, d'un chef, d'un homme qui fut grand quand c'était difficile.

Quelque douze ans après sa disparition, nous mesurons toujours mieux ce que la communauté nationale a perdu à la mort de Jean-Pierre Lévy. Ce qui nous a été retranché. Une belle figure d'homme et de combattant, qui s'imposa d'elle-même, dans un moment de notre histoire, incertain sur les principes à défendre, les idéaux à tenir. Un homme qui - dans la Résistance comme dans le service de l'État - n'aura jamais cessé d'attester son humanité dans l'action et dont la vie tout entière aura reflété la poursuite de sa part la plus haute, par l'engagement et par le don de soi !

Qu'il nous en souviennne !



C'est à Strasbourg que s'ouvre, en 1911, son livre de vie. Né Allemand, à la veille d'un conflit qui inaugurerait l'abîme de l'inquiétude moderne, Jean-

Pierre Lévy est l'héritier d'une famille établie en Alsace depuis la fin du XVII^e siècle, et dont le cœur est demeuré Français. C'est, du reste, dans un milieu éclairé - marqué par l'interfécondation du judaïsme et des Lumières, par l'assimilation et l'indéfectible attachement à la République - qu'il grandit.

Le sort que le destin lui assigne n'est cependant pas celui des autres hommes. Après que son enfance a passé sous le signe d'un conflit qui a déchiré la trame serrée de la vie européenne et rebattu les cartes, le réintégrant, lui et les siens, dans la communauté française, le voici, lors de sa onzième année, meurtri par une douleur privée : la mort du père. Cette disparition soudaine, brutale, atteint profondément l'adolescent. Mais il faut vivre, ou plutôt survivre. Et trouver contre l'appel du vide un étai à sa main. Aîné de la fratrie, il a tôt fait d'assumer des responsabilités de chef de famille, lesquelles forgent son caractère et hâtent sa maturité.

Ingénieur commercial à 18 ans, Jean-Pierre Lévy est amené à sillonner les villes du Rhône et du sud de la France, où il noue d'étroites relations qui se révéleront précieuses aux heures sombres de l'Occupation. Mais le lien que le jeune homme forme avec le monde ne se résume pas à une anecdote privée. Il n'est pas de ceux qui vivent ou pensent sous cloche, dans une bulle étanche, miraculeusement soustraite aux ouragans de l'époque. Aussi, est-ce d'un œil inquiet qu'il suit le défi que - partout en Europe - le totalitarisme adresse aux démocraties : accession de Hitler à la chancellerie, déclenchement de la guerre d'Espagne, accords de Munich. Car il n'est pas douteux que l'époque frémit et vire insensiblement à l'orage.

Lieutenant de réserve quand survient la guerre, cantonné dans l'est à l'heure de l'offensive allemande, il réalise très tôt - à l'image de Marc Bloch, qu'il retrouvera dans la Résistance - combien l'effondrement de la France ne tient pas à la seule catastrophe militaire : c'est aussi le lien national qui s'est défait. Débâcle, occupation, collaboration sont ainsi cruellement ressenties, comme un malheur de famille, un drame affectif, et l'entrée en Résistance de Jean-Pierre Lévy se voudra d'emblée une révolte du cœur contre la trahison faite à l'essence de la nation française. Un refus de l'enlèvement et de la déchéance.

Car il est chez cet homme - foncièrement patriote, républicain convaincu - l'idée que la responsabilité pour le monde a besoin de la fidélité à une collectivité particulière pour s'inscrire dans l'histoire. De quoi serait-on l'obligé en effet quand on ne serait affilié à rien ? Cette collectivité, c'est la France ! Le précieux héritage qu'il a reçu en dépôt, sous la forme, irréfutable et impalpable, d'une responsabilité.

Ayant échoué à rallier Londres, c'est sur le sol de France qu'il décide de continuer le combat, une lutte,

qui accaparera sans trêve son attention et son audace ! D'abord rapproché des Alsaciens qui ont - comme lui - trouvé refuge à Lyon, il parvient, à la faveur de ses amitiés d'avant-guerre, à toucher d'autres patriotes enclins « à *faire quelque chose* ».

Ainsi prend-il l'attache d'Antoine Avinin, d'Élie Péju, de Jean-Jacques Soudeille, d'Auguste Pinton, de Noël Clavier et d'André Gayet, qui, bien que d'horizons différents, se sont rassemblés au sein d'une même entité clandestine : *France-Liberté*.

Pour Jean-Pierre Lévy et ses nouveaux compagnons - auxquels se joindront bientôt Georges Altman, Eugène Claudius-Petit et Yves Farge - la République, la patrie ne sont pas de vains mots, des concepts désincarnés, elles sont leur affaire. Mais le possessif ici - loin de désigner une quelconque propriété - pointe une obligation : ne pas dilapider l'héritage, ne pas manquer à l'appel. Parce qu'en cette sombre année 40, la France - pour la première fois de son histoire - est une réalité temporellement et spirituellement vulnérable qu'ils ne sauraient laisser à sa détresse et à son dénuement.

D'emblée, entre ces hommes, la possibilité d'une instance commune se fait jour : le même souci d'une parole qui éveille à la vérité du refus, qui dénonce - au nom de la nation - l'imposture de la Révolution nationale. Cette volonté partagée de rouvrir les armoires fermées de la conscience, et de faire passer à travers les in-folios de leur journal le pouls de l'inquiétude et le souffle de la lutte.

De cette exigence paraît, à l'automne 1941, au prix de difficultés inouïes, le premier numéro du *Franc-Tireur*. Le titre retenu n'a rien d'innocent, car c'est aussi par le pouvoir des symboles que Jean-Pierre Lévy cherche à marquer les esprits. À travers cette publication, il découvre l'espèce de royauté cachée dont peut se revêtir l'intégrité armée de la parole résistante qu'il s'apprête à délivrer - trois années durant - avec l'émétique violent du tragique mais aussi de l'épigramme ! Le sous-titre n'indique-t-il pas *Mensuel dans la mesure du possible et par la grâce de la police du Maréchal!*

Sa rencontre, en janvier 1942, avec Yvon Morandat, représentant du général de Gaulle, lui permet de recueillir un début de financement pour *Franc-Tireur*, lequel essaime bientôt en un mouvement de résistance, sans pour autant s'inféoder, tant il dépend de cette sourcilleuse indépendance que l'intégrité de la parole résistante et sa vocation de miroir véridique puissent être maintenues intactes.

Le second semestre de l'année 1941 voit les divers Mouvements de résistance se développer en zone sud, et consacre l'action fédératrice de Jean-Pierre Lévy. Une action d'autant plus remarquable qu'il ne peut nullement s'adosser, à l'image d'un Frenay, supporté

par l'armée, ou d'un d'Astier de la Vigerie, soutenu par la Confédération générale du travail et le Comité d'action socialiste. *Franc-Tireur* - non moins ambitieux dans le dessein - trouve néanmoins à s'accroître grâce aux talents d'organisateur de son chef, bien que les coups durs n'épargnent pas ce dernier. Interrogé par la police en septembre 1941, il est arrêté le 24 octobre 1942, place des Jacobins, dans un appartement que l'équipe de *Franc-Tireur* utilise. Il ne doit son salut qu'au dévouement de France Péjot et de Micheline Altman qui détournent sur elles seules les soupçons. Après une nouvelle alerte en décembre, il n'est plus d'autre alternative - pour Jean-Pierre Lévy - que d'entrer définitivement dans la clandestinité.

Il n'empêche ! L'année 1942 ratifie la mutation de *Franc-Tireur*. Jean-Pierre Lévy multiplie les contacts avec ses homologues de *Combat* et *Libération-Sud* en vue d'un rapprochement auquel Jean Moulin, parachuté début janvier, travaille inlassablement. Il jouera un rôle conciliateur incontestable au cours de réunions souvent orageuses. Même si se lèvent des obstacles à l'unité. Ainsi du manifeste du Général de Gaulle du 23 juin 1942. Ainsi de l'unification des forces armées de la Résistance qui suscitent des réticences.

Fin janvier 1943, en partie grâce à l'action discrète et efficace de Jean-Pierre Lévy, un premier jalon est posé. Les Mouvements unis de Résistance sont créés qui regroupent *Combat*, *Libération-sud* et *Franc-Tireur*. Le Comité directeur des M.U.R. comprendra - sous la présidence de Jean Moulin - un responsable aux affaires militaires, Frenay, un chargé des affaires politiques, d'Astier, un chargé du renseignement et des moyens, Jean-Pierre Lévy.

Son voyage en Angleterre, d'avril à juillet 1943, marque une étape dans son parcours : favorablement reçu par de Gaulle, fait Compagnon de la Libération, il trouve dans cet accueil l'expression de la reconnaissance que la Résistance intérieure attend de Londres. Mais, blessé à la cheville lors d'un entraînement au saut en parachute, Jean-Pierre Lévy est contraint de différer son retour. Ce bref répit lui permet de prendre la juste mesure des rivalités qui opposent les Français Libres, et plus encore des difficultés que de Gaulle rencontre avec les Alliés. Occasion lui est aussi donnée - au moment où se lève sur les armées nazies le vent de la défaite - de méditer son engagement et les épreuves toujours plus cruelles qui frappent la Résistance.

En France, un sentiment tragique court en profondeur d'autant plus sombrement que l'ennemi, bientôt acculé, exerce une répression féroce. C'est à Londres que Jean-Pierre Lévy apprend l'arrestation de Jean Moulin. Quant à *Franc-Tireur*, ses "succès" seront payés de 69 déportations et de 14 morts pour la France.

Dans cette terrible lumière, nul doute qu'il ait compris son temps, mais il a surtout compris ce qu'il était lui-même, et qu'il ne se renoncerait pas. « *Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse.* »¹ Jean-Pierre Lévy a fait sienne cette profession de foi car il vit dans l'angoisse de l'irréparable. Avec les nazis et leurs supplétifs, rien ne protège plus l'homme contre l'odieuse volonté de défaire ce qui a été fait, d'abîmer ou de décréer le monde. Au seul motif qu'ils étaient juifs, sa soeur, son époux et leur enfant, — apprend-il en rentrant en France — ont été relégués à Auschwitz, sans espoir de retour.

Non, nul ne peut comprendre l'éclairage de peste qui baigne l'époque s'il ne se souvient que l'asservissement et l'assassinat occupent alors l'espace entier de la souffrance. Plus de hasard, plus d'incomplétude. Tout dans l'être apparaît comme l'oeuvre de l'Homme.

La vie, face à l'ennemi, perd son caractère chaotique et embrouillé. « *Puisque nous étions traqués, chacun de nos gestes avait le poids d'un engagement.* »² Et chaque jour qui passe avère ce principe, à mesure que le combat se radicalise, qu'il devient une lutte à mort entre l'humanité et ses ennemis humains. Que s'étend une dure ombre carnassière. Gestapo ou Brigades spéciales.

C'est ainsi que Jean-Pierre Lévy - d'abord rendu à Villeurbanne, puis fixé à Paris - est arrêté le 16 octobre 1943, au domicile de Gilbert Védry, *Médéric*, responsable de *Ceux de la Libération*. Interrogé, incarcéré à la prison de la Santé pendant huit mois, il est enfin libéré le 12 juin 44 grâce à l'intervention de vos groupes francs, cher Charles Gonard. Toutefois, éloigné du terrain par son séjour à Londres et par son emprisonnement, Jean-Pierre Lévy ne retrouve plus les responsabilités qu'il avait au sein de son mouvement. S'il participe activement aux travaux du C.N.R., il s'adapte difficilement à une Résistance qui, écrira-t-il dans ses *Mémoires*, « *s'institutionnalise* ». Le 26 août 1944 le trouve néanmoins aux côtés du général de Gaulle, à la descente solennelle des Champs-Élysées, en sa qualité de chef d'un des grands mouvements de la Résistance intérieure.

Au sortir de la guerre, contrairement à bon nombre de ses camarades, Avinin, Claudius-Petit, il n'embrasse pas la carrière politique. Chez Jean-Pierre Lévy, la gloire que la Résistance fait désirer n'est pas l'approbation du public ou du suffrage. Pour cet homme réservé par situation autant que par tempérament et qui, trois années durant, par son journal

1- Albert Camus, *Discours de Suède*.

2- Jean-Paul Sartre, *La République du silence*

et son engagement, est descendu au plus profond de soi pour s'adresser du même mouvement au plus intime et au plus profond de la conscience française, s'ouvre un nouveau chemin.

C'est désormais au service de l'État qu'il poursuivra son action, notamment au sein du ministère de l'Industrie et du Commerce. Loin de s'acagnarder dans quelque rente de situation que ce soit, il travaillera à mettre en oeuvre les idées de réformes et de rénovation du secteur public préconisées par le Conseil National de la Résistance.

Car jamais il n'oublia son combat. Dans la paix revenue, vice-président fondateur de la Fondation de la Résistance, il eut à coeur de témoigner. Pour réaffirmer les idéaux qui présidèrent à son engagement, pour transmettre le souvenir de ceux qui disparurent dans la nuit nazie et rappeler le sens de leur sacrifice. Pour secourir enfin celles et ceux qui avaient été marqués dans leur chair par le drame de l'Occupation. Président

du comité des oeuvres sociales de la Résistance, il s'employa notamment à veiller sur ses orphelins, attaché, au sein de l'association *Revivre*, à redonner à ces enfants blessés confiance en l'avenir.

Membre actif de la LICRA, de la Ligue des droits de l'Homme, mais encore du Centre de Documentation Juive Contemporaine et du Mémorial du Martyr Juif, il n'eut de cesse de témoigner pour la Cité des hommes en face de l'arbitraire.

Voilà pourquoi sa voix ne s'est jamais tue. Pourquoi son souvenir demeure. Celui d'un homme qui nous a légué un idéal de courage, d'espoir et d'audace. Souvenir d'un homme libre, de ceux qui se donnent ou se refusent, mais ne se prêtent jamais. Un homme qui manifesta la plus simple et la plus grande des vertus : celle d'avoir été au rendez-vous, et de s'être fait, jusqu'au dernier jour, le conteur inlassable de l'humain.



NOMINATIONS À LA MAIRIE DE PARIS



Madame Odette CHRISTIENNE

Le 28 mars 2008, Monsieur le Maire de Paris a nommé Madame Odette Christienne conseillère de Paris déléguée, chargée des fonctions de « **correspondant Défense** ». Elle suivra à ce titre les questions de défense, les relations avec le ministère de la Défense et la représentation de la Ville dans les cérémonies militaires.



Madame Catherine VIEU-CHARIER,

Née le 21 mars 1957 en Seine maritime, Catherine Vieu-Charier a été Directrice d'école. Lors des dernières élections municipales, elle a été élue conseillère de Paris.
Elle remplace Madame Odette Christienne en temps qu'adjointe au Maire de Paris chargée de la mémoire et du monde combattant.

NOMINATIONS À LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE

1^{er} Collège :

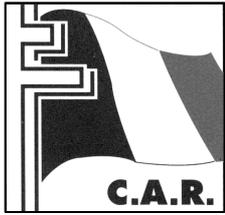
Monsieur Jean GAVARD

3^e Collège :

Monsieur François PERROT

Vice-président d'honneur :

Monsieur Jacques VICO *en remplacement de*
Monsieur Jean LAGARDE



Un nouveau projet très ambitieux pour l'AERI :
« Le musée national de la Résistance en ligne »

Depuis plusieurs mois l'AERI travaille, en collaboration avec le Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne (MRN), à la réalisation d'un Musée national de la Résistance en ligne.

Des objectifs multiples :

- **rendre accessible** immédiatement et en permanence une collection virtuelle vaste et cohérente sur l'histoire de la Résistance et de la Déportation ;



Libération de Coulommiers, © MRN, droits réservés

- **s'affranchir des contraintes de conservation** du patrimoine afin de rendre la présentation des documents plus dynamique et plus interactive, sans renoncer à la rigueur historique et muséographique ; en outre, l'absence de contraintes physiques permet l'enrichissement perpétuel de la collection, au travers d'approches variées ;
- **mettre à la disposition et à la portée de tous les publics les acquis de la recherche** sur l'histoire de la Résistance et de la Déportation ;
- **faire en sorte que ce musée virtuel devienne un site fédérateur, au service de ceux qui travaillent sur le sujet** (ministères, fondations, associations, musées, centres d'archives, universités, chercheurs...)
- **contribuer à la valorisation de toutes collections publiques et privées sur l'histoire de la Résistance et de la Déportation, existantes ou à créer** ; assurer leur complémentarité, leur mise en cohérence et leur interaction, notamment au travers des déclinaisons nationales, régionales ou départementales de ses expositions permanentes ou temporaires ;
- **mettre à la disposition du monde de l'Éducation, des outils et des pédagogies adaptés aux différents publics**, notamment dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation ; au-delà des

savoirs et des savoir-faire, il s'agit de rappeler et de diffuser les valeurs issues des combats de la Résistance et de l'expérience de la Déportation.

Un calendrier déjà opérationnel :

Actuellement, l'AERI est le maître d'ouvrage opérationnel du Musée de la Résistance en ligne, elle le gère et l'anime dans toutes ses phases de réalisation et de fonctionnement.

Des équipes locales travaillent en partenariat avec l'AERI. Pour l'instant, deux projets ont démarré : les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France.

Le projet est porté par la Fondation de la Résistance, maître d'ouvrage institutionnel pour l'ensemble de l'opération.

Le maître d'œuvre est Carré multimédia, société d'édition multimédia dans les domaines scientifiques, culturels, éducatifs et ludoéducatifs. La plupart de leurs réalisations ont obtenu le label « Reconnu d'Intérêt Pédagogique » (RIP) attribué par le ministère de l'Éducation nationale, ainsi que de nombreux prix français et internationaux, pour leurs qualités éditoriales et techniques, la rigueur de leurs contenus et la créativité de leur interface.

Compte tenu de l'ambition de l'ensemble du projet, il a été décidé de procéder par étapes, avec en premier lieu la réalisation d'une version de préfiguration prenant l'exemple de la libération en Île-de-France. Cette version permettra de disposer d'un site témoin comportant les premières fonctionnalités du site définitif (la page d'accueil du musée, un espace d'exposition, la médiathèque...). Une telle version pourra ainsi être réalisée et mise en ligne pour les partenaires dans des délais rapides (courant février 2008). Elle permettra également de présenter un premier ensemble historique, culturel et pédagogique : le retour d'expériences favorisera la réalisation optimale du site d'ensemble, tant pour sa version nationale que pour ses versions régionales.

De nombreux partenaires ont déjà rejoint le projet :

- **Les organismes publics :** Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (Ministère de la Défense, DMPA), Ministère de la Culture (Direction des musées de France), Office national des Anciens Combattants (ONAC), DRAC Île-de-France, Conseil général des Hauts-de-Seine, Conseil général de la Seine-et-Marne, Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- **Les fondations et associations :** Fondation de la Résistance, Union des Blessés de la Face et de la Tête, Fondation Charles de Gaulle, Fondation de la France Libre, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, Comité d'Action de la Résistance (CAR), Association des professeurs d'Histoire Géographie (APHG).
- **Les musées :** Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne (MRN), Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin, Musée de l'Ordre de la Libération, Musée de l'Armée.
- **Les centres d'archives et de recherche :** Archives nationales, Archives de la Préfecture de Police de Paris, Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (BDIC), Établissement de Communication et de Production audiovisuelle de la Défense (ECPA-D), Institut national de l'audiovisuel (INA), Service historique de la Défense, Institut d'Études politiques de Grenoble.

Des comités scientifiques :

Un comité de pilotage, composé de tous les partenaires du projet, a pour rôle de faire le bilan, une à deux fois par an, des actions réalisées, en cours et à venir. Une première réunion a eu lieu le 28 juin 2007. **Des comités scientifiques nationaux**, en cours de constitution, ont pour rôle la validation scientifique et pédagogique du projet :

- Comité scientifique « Résistance extérieure » : composé de Georges Caïtuoli, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Christine Levisse-Touzé, Vladimir Trouplin ;
- Comité scientifique « Résistance intérieure » : composé de Jacques Delarue, Laurent Douzou, Bruno Leroux, François Marcot ;

- Comité scientifique « Archives » : composé de Xavier Aumage, Patricia Gillet, Paule René-Bazin, Vladimir Trouplin ;
- Comité scientifique « Pédagogie » : composé de Yves Blondeau, Éric Brossard, Hervé Guillemet, Aleth Briat.

Ces comités sont ouverts et peuvent donc accueillir de façon permanente ou ponctuelle toute personne compétente dans un de ces domaines. Si nécessaire, d'autres comités pourront être constitués.

Des comités scientifiques locaux existent pour chacun des musées de la Résistance régionale. A ce jour :

- **Île-de-France** : Claude Cherrier, Bruno Leroux, Christine Levisse-Touzé, Axel Porin.
- **Provence-Alpes-Côte d'Azur** : Aimé Benedetti, Thérèse Dumont, Jean-Marie Guillon, Robert Mencherini, Jean-Louis Panicacci.

Un Musée en ligne très complet :

Comme dans un musée réel, le musée national de la Résistance en ligne proposera, dans sa version définitive, **une exposition permanente** où sera présentée la Résistance dans sa diversité à partir des traces qu'elle a laissées pendant et depuis les années 1940-1945. Elle s'organisera autour de trois axes : la Résistance extérieure, la Résistance en France et la Résistance en régions ; **des expositions temporaires** complémentaires de l'exposition permanente ; **un centre de documentation** pour rendre accessibles directement les documents présentés dans les expositions et les réserves, faire connaître les fonds disponibles sur le sujet, inciter à la recherche et aux donations pour nourrir la recherche, etc.

Mais le musée national de la Résistance en ligne proposera aussi un espace pédagogique permettant aux enseignants et aux élèves d'aborder plus aisément l'histoire de la Résistance en accompagnant leurs recherches ; des ateliers de création pour inciter les internautes à s'approprier les informations mises à leur disposition par le musée en ligne, les sélectionner et les mettre en forme selon leurs propres critères ; une salle de cinéma pour découvrir la place du cinéma dans les années 1940-1945 et développer le regard critique sur ces images ; un espace débat ; une rubrique agenda pour valoriser les manifestations en France et à l'étranger (expositions, spectacles, conférences, colloques...) et les parutions récentes autour de la Résistance et de la Déportation ; une boutique en ligne afin de proposer à la vente une sélection de produits sur la Résistance...

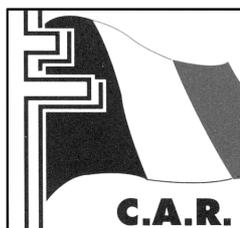
Dans les espaces d'expositions, l'idée est de donner la priorité au document. Le plan adopté pour ces espaces sera chrono-thématique, permettant de suivre l'évolution du conflit et de la situation générale de la France, tout en étant construit en fonction de la situation particulière de la Résistance en France.

Le travail d'analyse des images doit être soigné pour éviter l'écueil de la photo illustrative. Il s'agit d'opérer un décryptage des images de propagande comme des reportages de presse, écrits ou filmés.

L'idée est qu'à la fin de la visite de l'exposition permanente, le visiteur ait une connaissance générale sur le sujet.



Barricade parisienne, © MRN, droits réservés



Ouvrages reçus au CAR

« DE GAULLE » d'Yves Guéna

Les Éditions Gründ viennent de publier, le qualifiant de « livre événement » un *De Gaulle* où se déroule toute la vie du général, depuis sa naissance jusqu'à ses obsèques, avec un texte d'Yves Guéna, des photographies et des fac-similés.



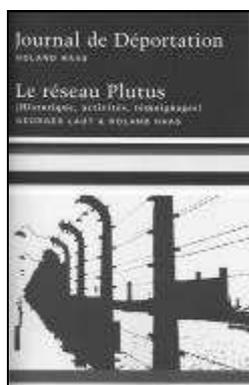
Les photographies sont nombreuses et souvent peu connues. Les fac-similés, au nombre de soixante, sont des reproductions parfaites de documents bouleversants, avec de nombreux manuscrits du général de Gaulle tel celui de son discours du 6 juin 1944: « *La bataille suprême est engagée... C'est la bataille de France. C'est la bataille de la France* ».

Le texte d'Yves Guéna parvient, sans cesser d'être très vivant, avec des « mots » du général et des anecdotes, à retracer de façon rigoureuse ces 80 années de la vie du général et de l'Histoire de France, selon un fil chronologique, mais aussi avec des analyses, « de Gaulle écrivain », « de Gaulle grand communicant », « de Gaulle sous le regard de l'étranger ».

Certes, les ouvrages sur de Gaulle ne manquent pas, mais il s'agit là d'un livre qui a déjà suscité plusieurs « coups de cœur » et qui ne pourra que séduire ceux qui ont combattu dans les rangs de la Résistance, Forces Françaises Libres, maquis, réseaux de renseignements.

« Journal de Déportation » par Roland Haas

Les deux parties de cet ouvrage ont été écrites à 44 ans de distance. La première a été rédigée par Roland Haas durant l'été 1945 à son retour de déportation : Service des faux-papiers, arrestation, Fresnes, interrogatoires, Drancy, Auschwitz, Birkenau. Après une longue interruption la rédaction des événements vécus en est reprise en 1988 : la vie au camp avec son cortège d'horreurs, les transports, la maladie, Buchenwald et tout d'un coup la Liberté et la résurrection.



« Le réseau Plutus » par Georges Laüt et Roland Haas

Le deuxième sujet de cette publication est consacrée, à travers archives, documents et témoignages d'agents, au réseau Plutus : Historique, activités du réseau (fabrication de faux-papiers, journal clandestin, ravitaillement, protection, évasions, transmissions de divers types de renseignements...)

Pour toute information concernant cet ouvrage, publié hors commerce, contacter M. Roland Haas (mèl : roland.haas@voila.fr)

« **Ceux du Maquis de Merry-Vaux (Yonne)** »
« Ensemble jusqu'à Wörgl (Tyrol) 1944-1945 »

Témoignage de Guy de Kergommeaux



Ce livre rend hommage à un groupe d'hommes dont il raconte l'épopée. Formé au départ de 5 résistants de l'Yonne, il comptera bientôt 200 maquisards qui participeront aux combats de la libération, entreront les premiers à Auxerre en août 1944. Bien que « sans formation mais non sans courage », ils seront intégrés avec leur Chef Guy de Kergommeaux, récemment décédé (cf. rubrique *In memoriam*) et avec plus de 130000 FFI à la Première Armée. Avec elle, ils feront la campagne de France dans les Vosges, en Alsace, iront en Allemagne et, pour finir, en Autriche à Wörgl, avant de retrouver leur patrie après la dissolution de la 1^{ère} Armée française le 24 juillet 1945.

Le récit est précis, d'une grande clarté, bien structuré, assorti de considérations très personnelles signe de la hauteur de vue de l'auteur qui y montre sa sensibilité et sa finesse d'esprit teintée d'humour.

« **Frontstalag 122 – Compiègne-Royallieu** »

« Un camp d'internement allemand dans l'Oise – 1941- 1944 »

Par Beate Husser, Jean-Pierre Besse, Françoise Leclère-Rosenzweig



En 2005, devant le peu d'études consacrées au « Frontstalag 122 », le Conseil général de l'Oise a chargé une équipe de trois historiens de procéder à des recherches sur ce camp. Il en est résulté un ouvrage qui a été présenté le 26 janvier 2008, lors d'un colloque tenu à l'Hôtel du département à Beauvais. Le camp de Royallieu à Compiègne fut l'un des camps les plus importants de France. Plus de 50 000 personnes y ont été enfermées (Résistants, opposants politiques mais aussi hommes et femmes raflés, Français, Juifs...) Plus de 40 000 en ressortiront pour aller rejoindre les camps de la mort.

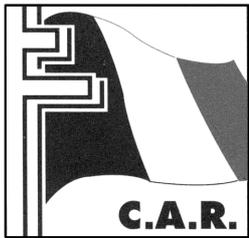
Fondé sur des archives allemandes et françaises et, également, sur des archives de la Croix-Rouge, cette publication restitue à travers des illustrations nombreuses et variées la réalité des faits, la structure du camp, son administration et l'infini diversité de la population des internés.

« **L'Indochine dans la sphère de coprosperité japonaise de 1940 à 1945** »
Par René Jean Poujade



L'auteur, arrivé à Saïgon en juin 1941, a vécu en Cochinchine et au Cambodge, sous occupation japonaise jusqu'à la capitulation du Japon et l'arrivée en Chine du Général Leclerc. Il a rassemblé une importante documentation sur les événements politiques et militaires dans le Sud-est asiatique, particulièrement en Indochine française. Ce livre très bien documenté décrit l'évolution politique française en Asie sous le Proconsulat de l'Amiral Jean Decoux qui a reçu les pleins pouvoirs du gouvernement de Vichy. (*Ce texte reprend des éléments de la préface de l'ouvrage signée par le Colonel (E.R.) des Troupes de Marine Ferdinand Michel.*)

Éditions L'Harmattan, nov. 2007, 5-7, rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris, 230 p.



DEUX POÈMES

*lus lors du dépôt de gerbe à la dalle des fusillés du Luxembourg,
à l'issue de l'assemblée générale du CAR*

JE TRAHIRAI DEMAIN

*Je trahirai demain pas aujourd'hui.
Aujourd'hui, arrachez-moi les ongles,
Je ne trahirai pas.*

*Vous ne savez pas le bout de mon courage.
Moi je sais.
Vous êtes cinq mains dures avec des bagues.
Vous avez aux pieds des chaussures
Avec des clous.*

*Je trahirai demain, pas aujourd'hui,
Demain.
Il me faut la nuit pour me résoudre,
Il ne me faut pas moins d'une nuit
Pour renier, pour abjurer, pour trahir.*

*Pour renier mes amis,
Pour abjurer le pain et le vin,
Pour trahir la vie,
Pour mourir.*

*Je trahirai demain, pas aujourd'hui.
La lime est sous le carreau,
La lime n'est pas pour le barreau,
La lime n'est pas pour le bourreau,
La lime est pour mon poignet.
Aujourd'hui je n'ai rien à dire,
Je trahirai demain.*

Marianne Cohn (Colin) - Novembre 1943.

Marianne Cohn, arrêtée avec un convoi d'enfants qu'elle accompagnait en Suisse, elle fut emprisonnée à Annemasse. Refusant l'offre d'être libérée sans les enfants, elle continua de leur prodiguer ses soins en prison. Quelques jours après la libération, on retrouva son corps dans un charnier. Elle a été fusillée le 8 juillet 1944 à l'âge de 23 ans. Elle fut une militante exemplaire dans l'organisation des Jeunesses sionistes de la zone sud.

ORADOUR

*Oradour n'a plus de femmes
Oradour n'a plus un homme
Oradour n'a plus de feuilles
Oradour n'a plus de pierres
Oradour n'a plus d'église
Oradour n'a plus d'enfants*

*Plus de fumée, plus de rires
Plus de toits, plus de greniers
Plus de meules, plus d'amour
Plus de vin, plus de chansons*

*Oradour, j'ai peur d'entendre
Oradour, je n'ose pas
Approcher de tes blessures
De ton sang de tes ruines
Je ne peux je ne peux pas
Voir ni entendre ton nom.*

*Oradour je crie et hurle.
Chaque fois qu'un cœur éclate
Sous les coups des assassins
Une tête épouvantée
Deux yeux larges deux yeux rouges
Deux yeux graves deux yeux grands
Comme la nuit de folie
Deux yeux de petit enfant :
Ils ne me quitteront pas.
Oradour je n'ose plus
Lire ou prononcer ton nom*

*Oradour honte des hommes
Oradour honte éternelle
Nos cœurs ne s'apaiseront
Que par la pire vengeance
Haine et honte pour toujours*

*Oradour n'a plus de forme
Oradour, femmes ni hommes
Oradour n'a plus d'enfants
Oradour n'a plus de feuilles
Oradour n'a plus d'église
Plus de fumées, plus de filles
Plus de soirs ni de matins
Plus de pleurs ni de chansons*

*Oradour n'est plus qu'un cri
Et c'est bien la pire offense
Au village qui vivait
Et c'est bien la pire honte
Que de n'être plus qu'un cri,
Nom de la haine des hommes
Nom de la honte des hommes
Le nom de notre vengeance
Qu'à travers toutes nos terres
On écoute en frissonnant
Qui hurle pour tous les temps.*

Jean Tardieu

